



15^{ème} procès-verbal du Conseil de ville / 15. Stadtratsprotokoll

Séance du mercredi 16 décembre 2009 à 18 heures
Sitzung vom Mittwoch, 16. Dezember 2009, 18.00 Uhr

Lieu: Aula de l'école primaire du Marché-Neuf, rue de la Loge 2
Ort: Aula Primarschule Neumarkt, Logengasse 2

Présents / Anwesend:

Olivier Ammann, Marc Arnold, Dana Augsburg-Brom, Niklaus Baltzer, Muriel Beck Kadima, Paul Blösch, Andreas Bösch, Urs Brassel, Patrick Calegari, Barbara Chevallier, Marc Despont, Pablo Donzé, René Eschmann, Monique Esseiva, Pascal Fischer, Charlotte Garbani, Pierre-Yves Grivel, Urs Grob, Samuel Grünenwald, Christoph Grupp, Roland Gurtner, Hanspeter Habegger, Markus Habegger, Werner Hadorn, Peter Isler, Stefan Kaufmann, Hans-Ulrich Köhli, Thomas Lachat, Teres Liechti Gertsch, Fiorella Linder, Christian Löffel, Claire Magnin, Joseline Marti-Stolz, Peter Mischler, Émilie Moeschler, Michèle Morier-Genoud, Peter Moser, Cédric Némitz, Alain Nicati, Pierre Ogi, Alain Pichard, Hugo Rindlisbacher, Daphné Rüfenacht, Martin Rüfenacht, Martin Scherrer, Béatrice Sermet-Nicolet, Heidi Stöckli Schwarzen, Salome Strobel, Andreas Sutter, Anna Tanner, Martin Wiederkehr, Max Wiher, Sybille Zingg, Carine Zuber

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Sabine Kronenberg, Kerstin Lehniger, Franziska Molina, Maurice Paronitti, Fatima Simon, Ariane Tonon

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Hans Stöckli, Maire

François Contini, Erich Fehr, Hubert Klopfenstein, Pierre-Yves Moeschler, René Schlauri, Barbara Schwickert

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

Silvia Steidle

Présidence / Vorsitz:

Olivier Ammann, Président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Regula Klemmer, Secrétaire parlementaire

Affaires traitées / Behandelte Geschäfte	Page / Seite
238. Déclaration du parti Les Confédérés / Club Helvétique	700
239. Approbation de l'ordre du jour	700
240. Communications du Bureau du Conseil de ville	701
• Prolongation de délai	701
241. Déclaration personnelle Émilie Moeschler / Lettre "Dringende Angelegenheit der Piano-Areal-Bewohner vom 25.11.2009"	701
242. Approbation de procès-verbaux (24 et 25 juin 2009 / n ^{os} 7 et 8)	702
243. Demandes de contributions 2/2009	702
244. 20090354 Esplanade - Biel/Bienne 2013 / Crédits d'étude	703
• Débat d'entrée en matière	703
• I.1 Crédit d'engagement pour l'étude du parking souterrain	716
• I.2 Crédit d'engagement pour l'étude des aménagements extérieurs de l'Esplanade du Palais des Congrès et le remplacement de la surface utile perdue par le CAJ	719
• I.3 Crédit d'engagement pour l'étude du nouveau bâtiment administratif centralisé	723
245. Motivation de l'urgence du Postulat 20090426, Thomas Lachat, Groupe socialiste "Subventionnement de l'accueil extrafamilial pour les familles à faible revenu"	729
244. 20090354 Esplanade - Biel/Bienne 2013 / Crédits d'étude	729
• I.3 Crédit d'engagement pour l'étude du nouveau bâtiment administratif centralisé (suite)	729
• I.4 Dépenses supplémentaires due au renchérissement	732
• I.5 Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté	732
• II.1 Modification partielle de la réglementation partielle en matière de construction "Aire de l'usine à gaz"	732
• II.2 Négociations avec la société alpine Finanz AG	732
• II.3 Travaux préparatoires pour les changements d'affectation et/ou les désinvestissements concernant les bâtiments de l'Administration	736
Motion d'ordre	740
246. 20080314 Déplacement de la rue de Gottstatt (rue Jakob-Stämpfli - pont sur la Suze)	746
247. 20090360 Aire Gygax / Déplacement de la canalisation	752
248. Discours d'adieux à Marc Despont	753
249. Nouvelles interventions	756

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Je vous salue cordialement pour cette dernière séance de l'année. Vous avez vu que l'ordre du jour est relativement chargé. Cela ne va pas m'empêcher de vous remercier pour tout le travail fourni et la bonne collaboration durant cette année. J'espère que la séance de ce soir et la prolongation de demain continuera sur cette même base.

Vous trouvez sur vos tables:

- Proposition de modification de la Commission structure Bienne 2013 et Esplanade concernant le point 5 de l'ordre du jour Rapport 20090554 Esplanade – Biel/Bienne 2013 / Crédits d'étude (feuille verte)
- Proposition de modification des Verts Bienne concernant le point 5 de l'ordre du jour Rapport 20090554 Esplanade – Biel/Bienne 2013 / Crédits d'étude (feuille jaune)
- Proposition de modification du groupe socialiste point 5 de l'ordre du jour Rapport 20090554 Esplanade – Biel/Bienne 2013 / Crédits d'étude (feuille orange)
- Proposition d'amendement du Forum Biel/Bienne et de l'UDC plus concernant le point 6 de l'ordre du jour Rapport 20080314 Déplacement de la rue de Gottstatt (de la rue Jakob-Stämpfli au pont sur la Suze) (feuille bleue)
- Proposition d'amendement du Forum Biel/Bienne et de l'UDC plus concernant le point 7 de l'ordre du jour Rapport 20090360 Aire Gygax, déplacement de la canalisation (feuille bleue)
- Lettre de Noël du Secrétariat parlementaire
- Journal de la migration "MIX" (édition automne 2009) des cantons AG, BL, BS, BE, SO, ZH
- Flyer "Les enjeux pour les gens du voyage" de la Fondation Assurer l'avenir des gens du voyage suisses
- Journal du personnel de la Ville de Bienne "Horizons", n° 21 de décembre 2009

Sur la table de l'huissier vous trouverez:

- Brochure "Parlement" n° 3 de novembre 2009 – Bulletin d'information de la Société suisse pour les questions parlementaires
- Brochure "Gens du voyage et planification de l'environnement"

Avant de commencer, j'aimerais exprimer toute ma sympathie à Monsieur Werner Hadorn. Dernièrement, il a dû nous annoncer le décès de son épouse. Même si nous pouvons parfois se préparer à des événements pénibles de ce genre, nous ne sommes tout de même jamais prêts. Au nom du Conseil de ville, que toute ma sympathie soit exprimée. À ce sujet, je demande à l'Assemblée de se lever pour une minute de silence. Je vous remercie.

Ce soir, plus particulièrement, j'aimerais saluer derrière son ordinateur, Madame Thérèse Käppeli, collaboratrice au Secrétariat parlementaire, qui assure pour la dernière fois l'enregistrement du procès-verbal. Au nom du Bureau du Conseil de ville, je la remercie sincèrement de son engagement, durant ces longues années et de sa fidèle collaboration. Thérèse, je te remercie et te souhaite plein succès pour ton avenir. Je te demande de bien vouloir venir près de moi. ...*Applaudissements...*

Avant de commencer avec l'ordre du jour, j'ai reçu une demande pour une déclaration personnelle du parti des Confédérés.

238. Déclaration du parti Les Confédérés / Club Helvétique

Fischer Pascal, Die Eidgenossen: Die Eidgenossen wünschen, eine persönliche Erklärung abzugeben. Ich werde die Erklärung auf hochdeutsch vorlesen, damit auch die Französischsprachigen diese verstehen:

Den Aussagen von Hans Stöckli und seinem Club Helvétique kann man entnehmen, dass er mit der Annahme der Minarett-Initiative nicht einverstanden ist und sich dafür einsetzt, dass diese für ungültig erklärt wird. Im Zweckartikel des Club Helvétique steht unter anderem (ich zitiere): *"Der Club Helvétique bezweckt die Pflege des eidgenössischen Staatsgedankens und die demokratische, fortschrittliche Entwicklung der Institutionen des Bundes."* Also kann man davon ausgehen, dass der Satz des Clubs *"...bezweckt die Pflege des eidgenössischen Staatsgedankens..."* wohl ein Witz ist! Denn zum eidgenössischen Staatsgedanken gehört auch, die Demokratie und den Willen des Volkes zu akzeptieren. Im Weiteren steht: *"Er tritt für eine Schweiz ein, die gemeinschaftliche Sorgfalt pflegt."* Für die Ausübung ihres Glaubens stehen den Muslimen in Biel und in der restlichen Schweiz viele Moscheen zur Verfügung. In Biel gibt es mehr Moscheen als Kirchen. Was also soll das Gezeter, die Muslime würden vor allem durch die Minarettverbote unterdrückt? Alle, die letzte Woche die Sendung "Extra" auf RTL gesehen haben, wissen was religiöse Unterdrückung heisst. Beispielsweise in der Türkei, einem islamischen Staat: Dort werden christliche Kirchen verstaatlicht und zweckentfremdet. Die christlichen Kirchen werden mit Kameras bewacht und die Pfarrer müssen rund um die Uhr von Leibwächtern begleitet werden. Im Weiteren steht noch Folgendes: *"Club Helvétique versteht das patriotische Erbe von 1848 als Pflicht, die Ideale der modernen Schweiz jetzt erst recht zu bekräftigen."* Das Volk hat deutlich mitgeteilt (57,6%), dass es keine Minarette, also politisch religiöse Machtsymbole will. Also sollten die Mitglieder des Club Helvétique zu ihrem Artikel stehen und den Willen des Volkes auch akzeptieren.

Im heutigen Bieler Tagblatt wird Herr Stöckli aufgefordert, sofort aus dem Club auszutreten oder seine Ämter abzugeben. Die Eidgenossen glauben, aus dem Club auszutreten bringt nichts! Befindet sich doch unser "Stapi" dort in bester, gleichgesinnter Gesellschaft. Die Frage bleibt offen, ob ein Stadtpräsident, gleich welcher politischen Couleur er angehört, am richtigen Platz ist, wenn er die Entscheidung des Volkes, wenn sie nicht seinen Vorstellungen entspricht, nicht akzeptieren kann. Danke.

239. Approbation de l'ordre du jour

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: La séance sera relativement longue. Comme d'habitude vers 19h45-20h00 nous ferons la pause. Nous débattons

jusqu'à environ 23h30, vu le nombre d'objets à débattre ce soir. Demain, nous aurons également une séance, à moins que l'ordre du jour soit épuisé ce soir.

L'ordre du jour est approuvé tacitement.

240. Communications du Bureau du Conseil de ville

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Le Bureau du Conseil de ville a reçu une lettre ouverte concernant le collectif de l'Aire des Pianos. Il demande à ce que les Conseillers/Conseillères de ville interviennent pour leur situation, vu que le terrain a été vendu. Cette lettre est à votre disposition pour d'éventuelles photocopies.

Le Bureau du Conseil de ville a également reçu une lettre ouverte concernant la criminalité liée à la drogue. La lettre est disponible pour copies au Secrétariat parlementaire.

Concernant l'organisation des festivités de demain soir: à la fin de la séance de demain, aux alentours de 19h30, un bus spécial nous conduira au Restaurant de la Pétanque Omega. Nous ne serons pas dans le cadre d'un hôtel cinq étoiles. Mesdames, ne portez peut-être pas des chaussures légères! Les sols peuvent être froids dans les locaux, pensez à mettre des chaussures et des vêtements chauds. De toute manière, la bonne humeur est requise.

À la fin de cette séance, nous prendrons congé de Monsieur Marc Despont, qui a donné sa démission pour la fin de l'année.

Lors de la séance du mois de janvier, il est prévu, à l'ordre du jour, une "Heure des questions". Les détails (longueur, teneur, etc.) du fonctionnement de cette "Heure des questions" vous seront transmis ces prochains jours par le Secrétariat parlementaire. En établissant des questions courtes et bien formulées, le Conseil municipal pourra y répondre facilement et efficacement.

Prolongation de délai

Klemmer Regula, secrétaire parlementaire: Le Bureau du Conseil de ville a décidé, par voie de circulation, de prolonger le délai de l'interpellation urgente, 20090145 Pablo Donzé, Les Verts Bienne, "Stades de Bienne", jusqu'au **22 avril 2010**.

241. Déclaration personnelle Émilie Moeschler / Lettre "Dringende Angelegenheit der Piano-Areal-Bewohner vom 25.11.2009"

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Il s'agit plus d'une question au Président qu'une déclaration personnelle. Vous avez mentionné la lettre envoyée aux

Parlementaires par les habitants et habitantes de la Place des Pianos. Celle-ci ne nous est jamais parvenue. Elle a été adressée au Secrétariat parlementaire à l'attention des Parlementaires. Cette lettre est datée du 25 novembre 2009. Si le Bureau décide de ne pas transmettre cette lettre aux Conseillers et Conseillères de ville, j'aurais trouvé préférable, que les signataires (les habitants et habitantes de la Place des Pianos), en soient informés. Les signataires attendaient, en pensant que les Conseillers et Conseillères de ville étaient informés, en pensant qu'ils avaient reçu cette lettre. Cela n'était pas le cas! Il s'agit plus d'une question de procédure et de forme qu'une question de contenu. Concernant le contenu, une solution est apparemment en phase d'être trouvée. Je vous remercie.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Lorsqu'un courrier est envoyé, il arrive au Secrétariat parlementaire. Le Bureau du Conseil de ville en prend connaissance et répond, normalement, rapidement afin d'accuser réception du courrier. Le Secrétariat parlementaire ne transmet pas à tous les Parlementaires une revendication ou un courrier. Ceci est l'usage pratique, tel qu'il a été fait ces dernières décennies. C'est la raison pour laquelle, un courrier n'est pas automatiquement transmis aux conseillers et conseillères de ville. Les Parlementaires sont informés à la prochaine séance du Conseil de ville, ce qui a été fait ce soir. Si un Conseiller ou une Conseillère de ville a connaissance de ce courrier et demande à le distribuer, lui-même peut le faire, également à l'extérieur de la salle, si ça ne concerne pas directement un dossier ou une affaire.

242. Approbation de procès-verbaux (24 et 25 juin 2009 / n^{os} 7 et 8)

Les procès-verbaux n^{os} 7 et 8 sont approuvés tacitement.

243. Demandes de contributions 2/2009

La parole n'est pas demandée.

Vote

Sur proposition du Bureau du Conseil de ville du 3 novembre 2009, et s'appuyant sur l'art. 5, let. b du Règlement du Conseil de ville de Bienne (RD Co 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Un crédit de 20'000 fr. à la charge du compte 18000.317.50000.23 (crédit du Conseil de ville) est accordé.
2. Le Bureau du Conseil de ville est chargé d'exécuter cet arrêté.

244. 20090354 Esplanade - Biel/Bienne 2013 / Crédits d'étude**Motion d'ordre**

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste vous propose de traiter d'abord cet objet, dans un débat d'entrée en matière, ensuite de procéder point par point concernant le projet d'arrêté.

Vote

sur la motion d'ordre du Groupe socialiste

La motion d'ordre est acceptée.

Débat d'entrée en matière

Stöckli Schwarzen Heidi, Kommission Struktur und Esplanade: Das Gaswerk-Areal ist ein neuer städtischer Entwicklungsschwerpunkt und erscheint mir ein wenig wie ein bespannter Webrahmen: Ein Teil des Areals ist bereits gewoben (ich erinnere an das neue Altersheim, an die Mehrfachturnhalle sowie an die Bachmann-Überbauung). Der Stadtrat hat nun heute Abend den Auftrag, daran - zu Gunsten der Öffentlichkeit, der städtischen Bevölkerung - weiterzuweben. Heute Abend soll ein solides, edles Stöffchen entstehen, vielleicht ein Baumwoll-Seiden-Gemisch, wie einige es heute Abend um den Hals tragen, mit farbigen Fäden als Blickfang. Blickfänge bildet die neue Oberfläche zu Gunsten der Öffentlichkeit. Eine Oberfläche, welche multifunktional brauchbar ist, mit Hartplätzen und Grünflächen. Aber auch ein Platz, der grösser als der San Marco Platz in Venedig sein soll. Es dürfte somit eine Herausforderung sein, diesen Platz auch zu beleben. Auch das zentrale Verwaltungsgebäude ist aber ein Blickfang: Ein schlichtes Stadthaus und nicht etwa ein protziger Palast. Hätten wir letzteres gewollt, hätte bei der Jurierung ein anderes Projekt obsiegt, denn ein solches gab es, welches gar noch ein goldiges Dachkrönchen aufwies... Die Jury entschied sich aber für ein schlichtes Stadthaus. Ein Stadthaus, welches für Offenheit, Kundenfreundlichkeit und für eine effiziente Verwaltung steht und welches der Bevölkerung längerfristig architektonisch ans Herz wachsen soll. Unter den beiden erwähnten Bestandteilen soll zudem ein Parkhaus errichtet werden, welches die beiden Blickfänge erst ermöglicht. Weiterweben ist meistens mit viel Freude, aber auch mit Verantwortung - und in diesem Fall auch mit Belastungen - verbunden.

Der Gemeinderat hat versucht, alles in dieses Geschäft zu packen, was die Stadt in diesem Gebiet selber gestalten möchte und an was sie Interesse hegt. Sie hat dies transparent, klar und auch umfassend auf den Tisch gelegt. Dieses Vorgehen des Gemeinderats ist sehr lobenswert, gleichzeitig ist dieses Vorhaben oder diese Vorlage aber auch ein wenig erdrückend, denn die Vorlage umfasst drei Projektierungskredite, drei Zwischenberichte und drei Aufträge. Entlastend ist die Vorlage insofern, als kein absoluter Realisierungszwang vorliegt und auch eine Realisierung der Projekte in Etappen möglich wäre. Aufgrund dessen empfiehlt die Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade dem Parlament, sich dieser

Herausforderung zu stellen und auf das Geschäft einzutreten. Weben wir alle mit Verantwortung und Freude weiter an diesem Gaswerk-Areal.

Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne: Voici un projet bien ambitieux, qui va modifier considérablement le visage de Bienne, de son Centre ville et de son Administration. Faut-il centraliser les services publics? Faut-il mettre tous les services ensemble? Quel gain avons-nous à en retirer? Quels effets collatéraux surgiront après coup?

Nous n'avons guère de réponse, plutôt une profession de foi. Le Groupe des Verts est cependant prêt à soutenir la poursuite du projet. La proposition de la Commission d'accompagnement du projet nous permet de soutenir ce projet de bâtiment administratif centralisé, car elle ralentit le processus, nous donnant ainsi plus de temps pour garantir la qualité de ce projet. Le crédit est également plus réaliste pour entamer des travaux et ne nous engage pas plus en avant. Je ne vais pas allonger, car c'est lors du débat concernant les différents projets ou les différents points, que la discussion aura lieu.

Le parking, l'aménagement de la place ainsi que la sauvegarde du Centre autonome de jeunesse ne suscitent pas d'opposition de la part du Groupe des Verts. Néanmoins, nous avons des remarques, des questions et des demandes à faire. Elles seront présentées lors du débat. Quant à l'avenir du bâtiment administratif actuel, il nous tient à cœur. Il s'agit de notre patrimoine et il doit être préservé, quelle que soit la solution choisie. Merci de votre attention.

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: En avril 2009, nous avons déjà discuté, ici à la tribune, des grandes lignes du projet. À ce moment-là, le Parti socialiste était déjà favorable, même si cela n'était pas très concret. Aujourd'hui, il s'agit de décider d'investir et d'arrêter une position claire. Le Groupe socialiste, dans sa grande majorité, est favorable à la centralisation de l'Administration, pour tous les bienfaits qui ont déjà pu être développés auparavant. Il veut le réaménagement de l'Aire de l'usine à gaz, intitulé "Esplanade" maintenant. Le Groupe socialiste aimerait aussi, que les voitures soient mises sous terre à cet endroit, que les quartiers du Centre ville aient accès à un jardin ou à des lieux de détente. Nous voulons aussi un nouveau bâtiment administratif central.

La grande question qui se pose, souvent débattue à différents endroits, concerne la question économique. Nous sommes dans une période économique difficile. Nous avons eu dernièrement à Bienne des licenciements massifs. Les questions, qui se posent pour une grande partie de la population sont:

- Vais-je me faire licencier vendredi?
- Ma prime de caisse maladie va-t-elle augmenter de telle façon à ce que je ne vais plus pouvoir équilibrer mon budget?
- Pourrais-je offrir des cadeaux de Noël à mes enfants?
- Pourrons-nous avoir un deuxième enfant?

Toutes ces questions se posent dans la population et entre nous. Il est vrai, qu'un gigantesque projet comme celui-là, où l'on discute de dizaines de millions de francs, fait peur. Est-ce le bon moment pour un tel projet? Ne sommes-nous pas à côté de la plaque? Nous en avons discuté au sein du Groupe socialiste et cette question se

discute au niveau national et cantonal. Là, nous avons la même position. Une position de gauche, mais aussi une position qui réfléchit plus loin qu'à l'année prochaine et dans les deux prochaines années. Il s'agit d'une politique d'investissement, qui veut que tout investissement, que l'on fait dans les nouvelles constructions, produise des commandes et relance l'économie, puisque nous sommes dans une économie de marché libéralisé. Nous en sommes à vouloir susciter des commandes et lancer l'économie, ce qui peut indirectement contribuer, petit à petit, à sortir de cette situation financière, que nous connaissons.

La grande question, qui se pose ici, est évidemment de savoir si ce projet a du sens, si nous pouvons le défendre et le réaliser. Le Groupe socialiste pense que oui. La Ville a accumulé des gains ces dernières années. C'est le moment d'avoir un signal positif, d'investir et de redistribuer cet argent dans les marchés. Nous voulons ce projet, car nous y croyons. Nous estimons, que sur le long terme, les gains que peuvent amener ce projet, que ce soit en économie d'énergie, de location ou tous les coûts liés aux bâtiments administratifs, pourraient être réduits, si nous réfléchissons clairement à cette organisation. Nous parlons beaucoup des décalages entre les élus et la population, qui sont grandissants. Je pense que c'est la réalité et que ce n'est pas seulement le titre des journaux dominicaux. C'est là qu'il s'agit, de bien réfléchir et de demander clairement des informations, d'essayer que le projet se fasse dans un "timing" qui soit acceptable, gérable, afin que nous puissions savoir ce qui est dépensé et pourquoi. Mais, il s'agit aussi de savoir, si le fait de dépenser et d'expliquer ce qu'est une politique d'investissement a du sens pour pouvoir enfin présenter cela à la population, qui sera amenée à voter sur ces projets.

Je remercie l'Administration pour l'énorme boulot qu'elle a fait. C'est dans un temps record, qu'elle a pu nous soumettre aussi rapidement des informations pour un tel projet, même si nous demandons plus d'informations et le ralentissement du projet. Nous nous réjouissons de voir ce qui va se réaliser par la suite, concernant ce projet. Je vous remercie de votre attention.

Sutter Andreas, Fraktion SVP plus: Ich bedauere eingangs, dass der Stadtrat erst heute Abend mit dem Vorschlag, eine Eintretensdebatte zu führen, überfallen wird. Wenn dies bereits im Voraus kommuniziert worden wäre, hätte man sich darauf vorbereiten können. Diejenigen, welche mit diesem Dossier gearbeitet haben, sollten allerdings die meisten Aspekte präsent haben, weshalb es auch mir nicht allzu schwer fällt, hier ein paar Worte dazu zu verlieren.

Ich denke, es geht der Verwaltung der Stadt Biel ein wenig wie einem Eigenheimbesitzer, bevor er sein Haus baut. Im Nachhinein betrachtet weiss man, was man alles nicht hätte machen sollen, oder zumindest hätte man dagegen entschieden, hätte man gewusst, was auf einem zukommt während der Bauzeit, der Planung und Inbetriebnahme... Ich hoffe jedenfalls, dass es der Stadtverwaltung nicht gleich ergehen wird, dennoch sind gewisse Zeichen vorhanden, welche auch darauf hindeuten, dass sich die Verwaltung hier ein wenig zuviel zugemutet hat. Aus diesem Grund begrüsst es die Fraktion SVP plus, dass das Projekt entschleunigt wird. Damit meinen wir, dass die Planung sauber strukturiert werden sollte. Es ist undenkbar, dass die Verwaltung beispielsweise CHF 2,8 Mio. innert drei Monaten verplanen kann. In Biel gibt es kein Büro, das einen solchen Betrag seriös innert drei Monaten verarbeiten könnte, wie dies bei einer Planung eigentlich der Fall sein sollte, um dem

Souverän seriöse Angaben machen zu können. Dies ist allerdings nur ein Aspekt der Entschleunigung. Die Fraktion SVP plus begrüsst es ausdrücklich, dass das Verfahren nun sauber aufgegleist und etappiert wird und gleichzeitig Schritt für Schritt entschieden werden kann, ob das Projekt weitergeführt werden soll.

Die Stadt Biel hat aber auch eine andere Aufgabe als ein Eigenheimbesitzer, der für sich möglichst günstigen Wohnraum errichten möchte. Eigentlich ist die Zentralisierung der Stadtverwaltung ja noch ein Überbleibsel aus der Zeit des EFA (Effiziente Administration). Bereits damals wurde, ebenfalls in Krisenzeiten, ein ähnliches Projekt an die Hand genommen, wobei genau der Aspekt "Zentralisierung Stadtverwaltung" ausgeklammert wurde. Es gibt Hinweise darauf, dass die Stadtverwaltung effizienter arbeiten könnte. Auch dies ist aber nicht erwiesen. Ich habe gestern zufällig in der kantonalen Gesundheitsdirektion (GEF) über die Spitalplanung diskutiert. Auch dort ist es leider das gleiche: Sobald man eine Zentralisierung plant, werden die Idealvorstellungen aller Verwaltungseinheiten auf eine Excel-Tabelle gebannt, welche als Grundlage oder Pflichtenheft für ein künftiges Verwaltungsgebäude dienen soll, was wiederum mit einem vernünftigen Kostenaufwand gar nicht erfüllbar ist. Will man den Status Quo der Raumansprüche, Gegebenheiten aber auch Komfortansprüche der einzelnen Büros übertragen, so würde die Rechnung aufgehen. Falls man gleichzeitig aber noch alles verbessern will, geht es in der Regel nicht mehr auf. Aus diesem Grund hegt die Fraktion SVP plus grösste Zweifel, dass die heute vom Gemeinderat auf Papier vorgestellte Prognose auch tatsächlich zutrifft. Aus meiner Erfahrung heraus werden wohl weniger Arbeitsplätze Platz finden, oder zumindest wird der Stadtratssaal und andere Schalter nicht auch noch Platz im vorgegebenen Volumen finden und vor allem nicht für die ausgewiesenen Kosten. Genau dies spricht aber dafür, dass die Planung sauber aufgegleist wird und erst einmal eine erste Etappe bis zum Vorprojekt ausgeführt wird. Im Rahmen des Vorprojekts sollen dann die heiklen Fragen auf den Tisch gelegt werden und müssen beantwortet werden. Es ist nicht möglich, ein Vorprojekt in ein Ausführungsprojekt zu überführen, wenn nicht einmal bekannt ist, ob das Gebäude mit oder ohne Stadtratssaal erstellt werden soll. Es ist auch unmöglich, ein Parking seriös zu planen, wenn man nicht weiss, ob darauf ein fünfstöckiges Gebäude zu stehen kommt oder nicht. Diese Fragen sind technisch vollkommen anders anzugehen, es spielt also eine Rolle, ob bereits Kellergeschosse für ein Gebäude vorgesehen werden müssen oder nicht. Das Gleiche gilt in der anderen Richtung für das Gebäude. Dies gilt es, vorher zu klären! Es ist unvorstellbar, einen Lift zu planen, der fünf, sieben oder zehn Stockwerke verbindet. An irgendeinem Punkt muss Schindler oder einem anderen Hersteller mitgeteilt werden, für wieviele Stockwerke ein Lift benötigt wird. Will man beides, so entstehen doppelt und dreifach Kosten. Aus diesem Grund noch einmal ein Plädoyer für eine saubere Etappierung. Das Parking ist aus unserer Sicht unbestritten, die Oberflächengestaltung ist schon ein wenig mehr umstritten. Hier hat wohl Ulrich Roth schon recht, wenn er sagt, dass im Gebiet nördlich des Verwaltungsgebäudes wohl keine lauschige Parkallee entsteht. Der grösste Teil des Areals wird im Schatten liegen, also nicht wirklich besonnt sein, wie dies die Projektleitung gerne haben möchte. Es ist also vielmehr eine Art Schlucht hinter dem doch sehr mächtigen Verwaltungsgebäude. Ob das Verwaltungsgebäude überhaupt kommt oder nicht, wird der Stadtrat, folgt er dem Vorschlag der Kommission (welcher offenbar auch von den Fraktionen geteilt wird), entscheiden können, wenn ein verbindliches Vorprojekt vorliegt. Erst danach sollte die nächste Etappe hinsichtlich des Verwaltungsgebäudes aufgegleist werden.

Eine letzte Bemerkung, die in diesem Raum bisher nicht erwähnt wurde: Die ganze Rechnung des Gemeinderats geht nur auf, wenn das Tafelsilber verwertet werden kann. Das Tafelsilber besteht in Biel aus Liegenschaften. So lange hier keine verbindliche Angaben darüber vorliegen, was mit den zu veräussernden bisher von der Verwaltung genutzten Liegenschaften geschieht, können diese auch nicht guten Gewissens für die Finanzierung berücksichtigt werden. Der Stadtrat benötigt im Rahmen des Vorprojekts auch die Information, wieviel Geld die Verwertung der jeweiligen Liegenschaft einbringt - zumindest wenn dies Teil der Finanzierung des Verwaltungsgebäudes sein soll. Auch hier erscheint uns die Frist relativ kurz. Ich kann mir nicht vorstellen, dass bereits im Sommer oder auch im März oder April 2010 in Erfahrung gebracht werden kann, ob Kaufwillige oder gar schon Vorverträge beispielsweise für das Kontrollgebäude vorliegen... Auch hier scheint mir der Begriff der Entschleunigung sicher angebracht. Falls diese Angaben zum Zeitpunkt, in welchem der Stadtrat darüber befinden soll, nicht vorliegen, kann es sein, dass das Projekt vom Stadtrat - sicher aber nicht vom Volk - genehmigt wird. Aus diesem Grund wiederhole ich, dass ich nicht sicher bin, ob das Vorprojekt bereits im Sommer vorliegt.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum stand seit Anbeginn dem Projekt als solchem, aber auch dem angeslagenen Tempo eher kritisch gegenüber. Eine der Forderungen war, dass Strukturreformprojekt und Bauprojekt getrennt würden. Die Baugeschäfte sollten ferner etwas verlangsamt werden. Mit dem vorliegenden Änderungsantrag zu den Projektierungskrediten könnte zumindest eine dieser Forderungen erfüllt werden, indem die Projekte entschleunigt und getrennt behandelt würden. Ich kann daher hier sagen, dass die Fraktion Forum den Änderungsantrag der Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade unterstützen wird. Ich bin froh, dass es dadurch möglich wird, über die einzelnen Punkte zu sprechen. Bisher kam das ganze Projekt immer als ein Gesamtpaket, was den Eindruck erweckte, dass alles bereits beschlossene Sache sei. Ich glaube, man darf und sollte hier auch den Mut haben Stopp zu sagen, wenn das Vorprojekt ergibt, dass die Kosten zu hoch sind oder die Devestition der städtischen Liegenschaften zu wenig Erlös ergibt. Aus diesem Grund ist es für die Fraktion wesentlich, dass heute die Möglichkeit gegeben ist, das eine Geschäft etwas zu verlangsamen. Wichtig ist eigentlich nur, dass die Schnittstellen zwischen dem Parking, welche auch von unserer Seite unbestritten sind, und dem Gebäude, welches möglicherweise erst später gebaut wird, klar definiert werden. Die Fraktion Forum empfiehlt Ihnen daher, auf das Geschäft einzutreten.

Wiher Max, Fraktion GLP: Auch die Fraktion GLP unterstützt die Etappierung (andere sagen Entschleunigung) des Vorhabens zwecks einer sauberen und seriösen Planung geschlossen. Meine Fraktion sieht aber auch einen gewissen Kundennutzen, welchen das Projekt für "Behördenutzer" letztlich bewirken soll. Sie begrüsst auch die geplanten Minergieaspekte, kurzum: die Fraktion GLP ist gegenüber diesem Riesenprojekt positiv eingestellt, sofern es gut geplant und aufgezogen wird, damit es am Schluss auch das einhält, was es verspricht. Einzelne Umsetzungsprobleme sehen wir zwar, aber dazu werden wir im späteren Verlauf der Diskussion noch kommen. Auch die Fraktion GLP empfiehlt Ihnen daher, auf das Geschäft einzutreten.

Gurtner Roland, Passerelle: Le mouvement citoyens Passerelle est très favorable à ce projet. Non seulement, car le parking sera enfin enterré pour faire place à un grand espace public, appelé à devenir un vrai lieu de rencontre des citoyens au Centre ville, mais aussi et surtout, car tous les services administratifs de la Ville seront regroupés en un seul lieu, dans un bâtiment moderne, accueillant, aussi bien pour le public, que pour les employé(e)s. Ainsi, ce projet contribue à rendre le Centre ville encore plus attrayant. La construction d'un garage souterrain ne devrait guère soulever d'oppositions, tant ses avantages sont évidents. La surface ainsi libérée pourra être consacrée à d'autres usages, essentiellement à un espace public, tel que cela est aussi prévu au Marché-Neuf, après l'achèvement du parking de l'Aire Gassmann. Un autre avantage: l'aménagement généreux d'un espace vert dans le prolongement de l'Esplanade, qui remplace avantageusement une surface de gazon mal située et largement sous utilisée. Quant au Centre autonome de jeunesse, qui constitue un lieu historique et emblématique à préserver, il figure en bonne place au centre de l'espace public. Cet emplacement est symbolique, il montre bien l'importance accordée à notre jeunesse par les autorités et la population.

Enfin, le bâtiment administratif centralisé, auquel il convient d'apporter la plus haute priorité. Il est en effet devenu urgent de regrouper l'Administration sur un seul site. Une ville comme Bienne ne peut plus se permettre de disperser ses services aux quatre coins de la Ville, sur onze sites différents. Aucune entreprise privée ne tolérerait une telle aberration. L'occasion nous est enfin donnée de mettre fin à cette situation. Ne manquons surtout pas cette occasion! Pensons non seulement aux économies, que ce projet permet de réaliser, ne serait-ce que sur le plan de l'énergie, mais aussi et surtout, à la simplification pour les citoyennes et les citoyens, qui sauront enfin où se trouvent les guichets de l'Administration. Ce n'est pas compliqué: ils se trouvent en face du Palais des Congrès, sur l'Esplanade. Ce que nous avons aujourd'hui, n'est pas vraiment du service public!

En résumé, Passerelle recommande vivement la réalisation de ce projet et approuve les propositions de la Commission "Structures biennoises 2013 et Esplanade".

Ogi Pierre, PSR: Le syndicaliste de service va intervenir. Le projet a été lancé dans l'unique but de faire des économies. Lorsqu'on dit qu'il faut centraliser les bureaux, je verrais très mal, toutes les classes de la Ville de Bienne installées dans un même lieu, afin que l'on puisse dire que les élèves, lorsqu'ils seront à l'école secondaire, sauront où se situe le lieu! Le simple fait est que l'on veut économiser sur le personnel. Des dizaines de postes de travail seront certainement supprimés. Cette situation est favorable pour la droite, puisque cela a toujours été leur politique. Madame Moeschler, vous nous avez fait une belle leçon d'économie, chapeau! Relancer l'économie à Bienne avec ces bâtiments, c'est fantastique! Des bâtiments se construisent et nous devons faire du slalom tous les jours entre des voitures, qui ont des plaques allemandes et françaises. Cela créera un afflux de voitures venant de l'Allemagne, à ne plus savoir qu'en faire! Ce n'est pas uniquement les personnes vivant et travaillant à Bienne, qui auront du travail.

Ensuite, nous voterons pour un projet Swatch. Nous voterons pour supprimer des places de travail et Swatch va en créer, cherchez l'erreur! Il y a quelque chose qui ne fonctionne pas! D'une part, on supprime des places de travail et d'autre part, on investit des millions ailleurs, afin de créer de nouvelles places de travail. C'est un non

sens! Je ne comprends pas la gauche qui accepte une chose pareille. Le Conseil municipal veut faire de l'argent à tout prix. Il veut économiser pour investir. On ne peut pas qu'investir ou qu'enterrer de l'argent. La Ville de Bienne a tellement d'argent qu'elle ne sait plus quoi en faire. Alors, on fait des trous dans tous les coins et on refait tous les ponts. Pour sauver la Caisse de pension de la Ville de Bienne, nous devrions acheter que des actions de Vigier S.A., nous ferions fortune. Au bout d'un moment ça ne va plus. Je voterai non à tous ces projets. Lorsque nous étions d'accord d'étudier le projet, tout un chacun hésitait. Il suffit que le Maire fasse un peu de charme et tout le monde sera convaincu. Il est fort pour cela! Il y aura quand même quelques réticences, car il faudra expliquer à quelques personnes, pourquoi des dizaines de millions de francs seront utilisés. L'affaire est déjà acceptée! Je suis contre ce projet et je ne parlerai plus de ce sujet car cela ne sert à rien. Au niveau du personnel et au niveau syndicaliste, ce sont des choses que nous ne pouvons pas accepter.

Nicati Alain, PRR: Je ne viens pas parler de la part de la droite mais du projet. Nous ne pouvons pas faire le projet de demain avec la mentalité d'hier! Nous ne pouvons pas continuer à faire ce que nous faisons il y a dix ou quinze ans, car cela avait réussi. On doit agir maintenant, avec des principes économiques, qui sont un peu plus évolués et modernes. Dans ce sens-là, ce projet présente une réelle actualité. Il est valable et tient la route. Le déroulement financier s'étendra sur cinq à huit ans. Il ne s'agit pas de trouver, dans le budget de l'année prochaine, de quoi payer tout cet investissement. En étudiant les finances dans toute leur profondeur, le projet est financièrement possible. Je vous remercie de votre attention.

Bösch Andreas, Grüne Biel: Im vorliegenden Geschäft werden eigentlich fünf Geschäfte miteinander vereint: Der Bau des Parkings, die Oberflächengestaltung, das zentrale Verwaltungsgebäude, ein Landverkauf und die Raumbedürfnisse des AJZ. Dass diese Vorhaben miteinander verhängt sind, ist unbestritten. Es ist für mich jedoch nicht ganz schlüssig nachvollziehbar, warum diese Geschäfte alle zusammen behandelt werden sollen. Ein wenig ketzerisch könnte ich sagen, dem ist so, damit wir uns nur ganze zweimal dazu äussern können... Vielleicht hier eine kleine Frage an den Stadtratspräsidenten: Wenn man diese Geschäfte einzeln behandelt, bedeutet dies, dass zu jedem einzelnen Punkt zweimal gesprochen werden kann...?! Keine Angst, ich werde dies nicht so machen... Die Frage möchte ich trotzdem geklärt haben.

Seit ungefähr zehn Jahren gehöre ich nun dem Stadtrat an. Bei wichtigen Geschäften gab es immer Gemeinsamkeiten, nämlich: Sie waren dringlich, sie waren hochkomplex und es bestanden Abhängigkeiten, die es einem kaum ermöglichten, noch etwas zu ändern. Es wurde zwar jeweils gesagt, dass man noch etwas verändern könne, aber wenn dies so gewollt sei, gehe es noch länger und dies sei infolge des Termindrucks nicht möglich... Diese drei Faktoren müssen vorliegen, damit ein Geschäft im Stadtrat durchgebracht werden kann. Ich habe den Eindruck, dass bei diesem Geschäft ebenfalls versucht wird, eine noch höhere Komplexität zu erzeugen (auch wenn das Geschäft klar komplex ist) und ich habe auch ganz fest den Eindruck, dass dem Stadtrat hier ein Termindruck vorgegaukelt wird. Überlegen wir uns doch einmal, wie wichtig das vorliegende Geschäft ist. Es handelt sich um ein wegweisendes Geschäft, welches das Stadtzentrum massgeblich prägen soll. Ist es hier nicht erstaunlich, dass im Bericht mehrfach erwähnt wird, dass "...unmittelbar

nach dem Stadtratsentscheid wird mit der Detailplanung begonnen..."? Am 16. Dezember 2009! Nächste Woche ist Weihnachten, dann folgt die Altjahrswoche, Neujahr ... Aus welchem Grund muss die Stadt sich derart beeilen? Was ich als Grund gefunden habe, ist die Abstimmung im Juni 2010. Doch hierbei handelt es sich um einen selbstaufgelegten Termindruck und dies kann es aus meiner Sicht einfach nicht sein! Immerhin gibt auch der Bericht (ganz am Schluss) zu, dass die einzelnen Teile des Geschäfts unabhängig voneinander sind, was auf Seite 23 fast schon poetisch begründet wird. Kolleginnen und Kollegen, lassen wir uns nicht drängen, nehmen wir uns die Zeit und Musse, über diese wichtigen Geschäfte zu befinden. In diesem Sinne empfehle auch ich, auf das Geschäft einzutreten.

Grupp Christoph, Grüne Biel: Ich bin sehr froh, dass eine Eintretensdebatte stattfindet. Ich habe schon lange, nämlich seit das Geschäft diesen Frühling erstmals im Stadtrat auftauchte, darauf gewartet, dass endlich auch einmal grundsätzlich über das Projekt geredet werden kann. Diesen Frühling ging es nur um den Wettbewerb. Das gesamte Geschäft scheint mir in etwa so aufgegleist zu sein, als ob folgende Situation vorläge: Bevor man entschieden hat, ob und warum überhaupt ein neues Auto benötigt wird (und hier lasse ich mich für einmal auch als Grüner zu einem solchen Vergleich herreissen), wird man bereits darüber befragt, ob man ein Fahrzeug mit Diesel- oder Benzinbetrieb wolle, ob das Auto über eine CD-Wechsler verfügen, blau oder rot sein soll und so fort... Dabei ist, wie gesagt, noch unklar, ob überhaupt ein Fahrzeug benötigt wird und falls ja nach welchen Kriterien. Es geht nun aber noch weiter: Die Ausschreibung für den Parkplatz ist ebenfalls bereits erfolgt und auch, ob dort eine Thuja-Hecke gepflanzt werden soll... - all dies, bevor das neue Auto überhaupt gekauft wurde! Mir geht es nun mit dem Verwaltungsgebäude ähnlich. Welche Kriterien sprechen denn dafür, dass dies angesichts des angeschlagenen horrenden Tempos bereits heute besprochen werden muss? Ich lese beispielsweise von "Synergiepotenzial". Betrachten wir doch diese finanzielle Ebene etwas genauer. Im sehr umfassenden Bericht (der aber dennoch gewisse Sachen noch nicht zu klären vermag), wird eine Ersparnis von CHF 18'000.- pro Jahr ausgewiesen, wobei die Abschreibungsquote sehr hoch bemessen ist. CHF 18'000.- bei einer Investitionsquote von CHF 45 Mio.?! Es ist ebenfalls nicht bekannt, ob die Berechnungen einen Betrag für den Verkauf der bisherigen Verwaltungsgebäude beinhalten und welche Bedingungen gelten. Irgendwo steht noch eine Zahl von 30-40% *"eventuell weniger"*, falls alle Liegenschaften im Baurecht abgegeben werden sollten. Grundsätzlich gibt es aber viele Unsicherheiten. Trotzdem scheint der Betrag von CHF 18'000.- einer der erwähnten "Synergiepotenziale" zu sein.

Gibt es denn noch andere Synergiepotenziale? Klar: Sparen beim Personal (wir haben dies vorher gehört). Normalerweise ist es so, dass wenn man von Synergien, Zusammenlegung, Ersparnis und Zentralisierung spricht, die Lohnsumme eine der grössten Posten (wohl auch in der hiesigen Stadtverwaltung) ausmacht. Soll rationalisiert werden, muss auch dieser Posten genauer angeschaut werden, alles andere sind häufig nur Nebenerscheinungen. Auch dort: Welches ist der Preis für eine Sparübung bei den städtischen Angestellten und welches sind die Konsequenzen für den Service Public? Wo liegen dort genau die Synergiepotenziale? Denken wir aber weiter: Eine bessere Dienstleistung für die Bevölkerung? Auch dies könnte man sich wünschen. Dafür müsste man aber wissen, was es bei den Dienstleistungen zu verbessern gäbe. Klar kommen auch mir hier Ideen. Schon lange wird von verlängerten Schalteröffnungszeiten gesprochen. Aber für dieses Anliegen

braucht die Stadt nicht unbedingt ein neues, zentrales Verwaltungsgebäude. Es gibt sicher Vieles, was getan werden könnte, aber genau dies möchte ich aufgelistet haben, bevor ich einen so weittragenden Entscheid fälle.

Mir geht als Grünem das Herz auf: Das Argument der Ökologie. Wunderbar! Ein Minergie-P-eco-Verwaltungsgebäude. Ich kann fast nicht anders, als dem zuzustimmen. Vielleicht gibt es sogar Solarzellen auf das Dach. Ja gerne! Wenn ich aber noch einmal zurück zum Bild des Autos komme: Was nützt mir das tolle neue, vielleicht Hybrid-Fahrzeug, wenn meine alte Benzinschleuder noch weitere zehn Jahre das Klima in Afrika aufheizt (weil es wohl dorthin exportiert wird)? Die jetzigen, bestehenden Verwaltungsgebäude werden ja nicht abgerissen, sondern diese bleiben erhalten und sind leider energietechnisch teilweise in einem lamentablen Zustand. Können einem Käufer der Gebäude (sofern er die Gebäude überhaupt nutzen will) oder einem Nutzer im Baurecht überhaupt energietechnische Sanierungen auferlegt werden, welche die Stadt Biel während Jahren vernachlässigt hat? Es sind noch so viele Fragen rund um das Geschäft offen, dass ich zurzeit einem Projektionskredit, so wie er hier (verschachtelt) vorgeschlagen wird, nicht zustimme. Ich bin darum froh, wenn der Stadtrat nun Etappe für Etappe diskutieren kann und mit einem Vorprojekt gewisse von mir aufgeworfene Fragen geklärt werden können. Ich freue mich also auf die anstehende Debatte.

Grünenwald Samuel, UDF: "Ici c'est Bienne", nous avons entendu souvent ces mots ces derniers temps. Lorsque je regarde l'image de Bienne, ces dix dernières années, il y a eu beaucoup de changements. Je pense que ces changements étaient nécessaires. Nous avons aussi entendu, qu'il fallait investir et en même temps, économiser. Mathématiquement, on se demande comment cela se solutionne, mais ça a un sens dans l'économie. Je pense que ce projet de centralisation de l'Administration est sensé. La droite est favorable à ce projet. Nous allons le soutenir, mais pas à n'importe quel prix. Je suis heureux d'entendre, ce soir, que cette construction va relancer l'économie. Je ne sais pas, si les quelques millions de ce projet vont relancer l'économie biennoise. Disons, que la branche de la construction, ne va pas trop mal, ceci grâce à la politique financière de la Confédération. L'argent coûte peu et on peut investir. La construction n'est pas la branche la plus mise en danger actuellement. D'autres branches ont plus de difficultés, en raison de la crise financière.

J'ai été heureux d'entendre, de la part du syndicaliste Pierre Ogi, que la droite ne parle jamais d'économie. J'aimerais mettre les choses en place. Nous allons surveiller ce projet, nous examinerons ce qui est juste ou faux en investissements. Si nous faisons des économies là où il ne faut pas (nous l'avons vécu durant les dernières séances), que faisons-nous avec les coûts sociaux? C'est une explosion incontrôlable. Je pense qu'il faut réfléchir différemment aujourd'hui à ce niveau. Merci.

Magnin Claire, Les Verts Bienne: Je vais reprendre un peu ce qu'à dit Monsieur Ogi. On parle de synergie et de centralisation, cela veut dire rentabiliser. Nous savons, que nous pouvons rentabiliser et économiser si nous voulons le faire de manière conséquente, que sur les coûts salariaux. C'est quelque chose dont on ne parle pas. On essaie de nous rassurer à ce niveau. Cette préoccupation est là. Elle met un frein à entrer dans ce projet de plein pied.

Concernant les usagés, on dit que pour certains, c'est mieux. Je connais bien la question des hôpitaux. Ils ont eux aussi été centralisés. Ils sont devenus d'immenses machines. On sait par exemple, que les personnes âgées ont beaucoup plus de peine à venir dans de grands immeubles. Lorsqu'on parle de centralisation, il faut pondérer et dire que pour certaines personnes c'est un avantage, mais peut-être pas pour d'autres. Au sujet des vieux principes, qu'il faudrait abandonner pour faire du neuf, il y a des questions de valeurs. Quelles sont les valeurs que nous défendons? Je défends les mêmes valeurs que Monsieur Ogi, notamment la question des conditions de travail, du droit des travailleurs, de l'écoute. Ce ne sont pas de vieux principes, ce sont des valeurs toujours actuelles, qui le sont de plus en plus.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich bin sehr froh, dass die Eintretensdebatte geführt werden kann. Viele wichtige Aspekte können so dargelegt werden. Es geht tatsächlich um ein Projekt von grösster Bedeutung für die Stadt Biel. Ich bin sehr dankbar, dass sich alle intensiv mit dem Geschäft auseinandergesetzt haben, sowohl in Gemeinde-, Stadtrat und Verwaltung als auch in der Kommission. Letzterer möchte ich einen ganz besonderen Dank aussprechen, wie auch dem Stadtrat. Es ist absolut das Anliegen des Gemeinderats, dass genügend Zeit aber auch Denkarbeit in das Projekt gesteckt werden kann. Ich möchte eingangs aber gleich auf gewisse Voten eingehen: Herr Grupp, dieses Geschäft war bereits vor rund zehn Jahren Gegenstand von Diskussionen im Stadtrat. Auslöser war ein parlamentarischer Vorstoss der heutigen Stadtarchivarin, dessen Anliegen in die Diskussion zum Finanzhaushalt II aufgenommen wurde. Das Parlament hat damals den Gemeinderat beauftragt, die Frage eines zentralen Verwaltungsgebäudes zu prüfen. Es ist also nicht so, dass dieses Geschäft aus heiterem Himmel kommt, sondern der Gemeinderat hat den opportunen Zeitpunkt abgewartet, um die Diskussion zu lancieren. Es ist richtig, dass die Diskussion geführt werden muss. Ich meinte aber auch als linker Politiker, dass es nicht sein kann, dass Effizienzgewinne, welche für die Bevölkerung keinen Verlust bedeuten oder effektivere Lösungen, die der Bevölkerung keine Dienstleistungseinbussen beschern, nicht regelmässig geprüft werden. Es ist Aufgabe der Verwaltung, sich regelmässig zu überlegen, ob das Richtige richtig gemacht wird! Nun ist hier eine Gelegenheit gegeben, die Verwaltungsfrage im Zusammenhang mit den Gebäude- und Strukturfragen zu regeln. Dadurch wird, Herr Bösch, ein Zusammenhang geschaffen. Der Gemeinderat hat versucht, diese Zusammenhänge darzulegen. Es ist einfach so - der Gemeinderat hat dies in klaren Schemen dargetan (was übrigens auch nicht bestritten wurde) -, dass die Zusammenhänge gegeben sind. Wird kein Verwaltungsgebäude erstellt, sieht auch die Verwaltungsstruktur anders aus! Aus diesem Grund müssen dem Gemeinderat, da dies in etwa zeitgleich erfolgen soll, auch die massgebenden Entscheidungen zeitgleich vorliegen. Dies ist mithin auch immer wieder die gleiche Antwort auf die Fragen von Herrn Kaufmann: Der Zusammenhang ist klar. Selbstverständlich kann man die einzelnen Geschäfte immer wieder etwas verschieben, der Baudirektor wird dies sicher noch bestätigen. Der SAS (Strategischer Ausschuss Stadtentwicklung) hat absolut nichts dagegen, dass vorerst ein Vorprojekt für das Verwaltungsgebäude vorgelegt wird, denn die zeitlichen Abläufe werden dadurch nicht beeinträchtigt. Aber: Wichtig ist, dass die Diskussion dazu parallel geführt wird. Dies ist also zurecht so erfolgt. Noch einmal: Mir scheint es falsch zu sein, wenn gesagt wird, der Gemeinderat wolle Arbeitsplätze der Stadtverwaltung in Frage stellen und gleichzeitig gejubelt wird, wenn die Swatch Group Arbeitsplätze schafft. Wichtig ist doch, dass die Stadt Biel ihre Aufgaben erledigt und dass sie den Bürgernutzen ins Zentrum ihrer

Arbeit stellt. Dies ist ganz klar und der Gemeinderat hat dies auch mit Berichten der Firma Move dokumentiert, welche Vorteile eine Zentralisierung im Hinblick auf den Bürgernutzen erbringt. Diese Vorteile gilt es nun zu erarbeiten. Ich bin also auch etwas froh, dass der Gemeinderat Zeit erhält, weiter an diesen Aspekten zu arbeiten. Ich werde in der Detailberatung noch auf diese Fragen zurückkommen. Im heutigen Zeitpunkt sind es eigentlich Sie, das Parlament, welches Informationen darüber verlangt, ob das Fahrzeug dieselbetrieben und wie gross der Scheibenwischer sein soll! Der Gemeinderat sagt nur, dass eine neue Anschaffung getätigt werden sollte. Damit nun diese Anliegen, die zurecht vorgebracht werden, rechtzeitig beantwortet werden können, brauchen wir grünes Licht. Bevor der Gemeinderat grünes Licht bekommt, muss der Stadtrat entscheiden, ob er grünes Licht geben will. Es ist aber am Stadtrat, darüber zu entscheiden, wie weit der Gemeinderat das Projekt weiterentwickeln soll. Aus diesem Grund hat der Gemeinderat auch ausgeführt, wie sich die Kredite zusammensetzen und gleichzeitig auch das Vorgehen vorgeschlagen.

Ich bin froh, dass die grosse Mehrheit der Sprecher den heutigen Zeitpunkt für die Präsentation des Geschäfts zwar als schwierig, aber nicht als falsch bezeichnet hat. Einerseits weil sich - und da bin ich sehr froh - die Esplanade als Standort für das zentrale Verwaltungsgebäude anbietet. Ich wäre dementsprechend froh, wenn Sie sich im Rahmen der Detailberatung noch zu diesem Standort äussern würden. Ist man der Meinung, es soll kein Verwaltungsgebäude erstellt oder nicht an diesem Standort errichtet werden, so müssen Sie dies klar sagen. Bisher durfte der Gemeinderat nämlich davon ausgehen (im Mai hatte sich nur eine einzige Stimme dagegen ausgesprochen), dass der Gemeinderat am richtigen Ort am richtigen Objekt arbeitet. Es wäre also wichtig, dass man sich dazu äussert! Ich muss Ihnen nämlich sagen, dass sich die Verzögerung für das zentrale Verwaltungsgebäude dadurch erklärt, weil sehr lange darüber diskutiert wurde, wo denn ein solches Gebäude überhaupt sinnvollerweise zu stehen kommen sollte. Der Gemeinderat hat lange alle erdenklichen Standorte in der Stadt eruiert und ist vor Kurzem nach diversen Irrwegen zum Schluss gekommen, dass sich die Esplanade als geeigneter Standort aufdrängt. Gleichzeitig ist es aber auch dringend nötig, dass der Gemeinderat der Alpinen Finanz AG eine Antwort geben kann. Denn auch dieses Unternehmen ist ein weiterer Taktgeber. Die Alpine Finanz AG möchte in diesem Gebiet etwas verbessern. Der Zeitpunkt für das Geschäft ist aber auch aus dem Aspekt heraus, dass der Boden neu genutzt wird, indem ein Parking gebaut werden soll, richtig. Herr Sutter hat zurecht gesagt, dass im Zeitpunkt, wenn das Parking gebaut wird, bekannt sein muss, ob auf diesem Parking noch ein Gebäude steht. Auch für die Oberflächengestaltung muss bekannt sein, welche Objekte allenfalls diese Oberfläche sonst noch prägen. Folglich ist auch hier der Zusammenhang gegeben. Ich glaube daher, dass der Zeitpunkt auch aus der planerischen Abfolge jetzt der richtige ist.

Ich verstehe, dass Ihnen die Finanzierung des Projekts Sorgen bereitet. Sie können also sicher nachvollziehen, wenn ich sage, dass dies jeweils meine erste (und wie viele sagen zu wichtige) Sorge ist. Der Gemeinderat kann aber - und dies an die Adresse der vorprüfenden Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade - nicht ohne auf dem Markt aufzutreten, einigermaßen verlässliche Zahlen für die Veräusserung der Verwaltungsliegenschaften liefern. Auf der anderen Seite darf die Stadt nicht auf dem Markt auftreten und Abklärungen treffen, bevor der Stadtrat sie nicht dazu

beauftragt hat. Ich wäre also sehr froh, wenn Sie den Gemeinderat heute Abend beauftragen würden, diese Angaben noch einmal gesondert vorzulegen, dies ist durchaus möglich. Ich bitte Sie aber, den Projektierungskredit in der Höhe von CHF 200'000.- auszulösen, damit der Gemeinderat mehr Informationen einholen kann, um danach zu entscheiden, ob die Liegenschaften im Baurecht abgegeben oder verkauft werden sollen. Es ist aber klar, dass der Stadtrat entscheidet, respektive allenfalls - je nach Betrag - das Volk. Diese Aufgabe müssen Sie uns nun aber übertragen, damit wir dem Stadtrat die nötigen Informationen liefern können.

Ich sage es nochmals, ich bin äusserst glücklich über den Verlauf der Debatte, und dass eine grosse Mehrheit bereit ist, dieses Geschäft weiter zu tragen. Ebenfalls schätze ich, dass mit der sogenannten Entschleunigung auch die Vertiefung der Problemstellungen angegangen werden kann. Erhalten wir die entsprechenden Geldmittel, kann der Gemeinderat die entsprechenden Fragestellungen beantworten. Dies sind meine grundsätzlichen Überlegungen zum Projekt. Im Übrigen kann ich Ihnen sagen, dass sich der Gemeinderat, was die politischen Strukturen anbelangt, auf Kurs befindet und ich sehr zuversichtlich bin, dass der entsprechende Zeitplan eingehalten werden kann. So kann im Verlauf des nächsten Jahres, wenn Klarheit darüber besteht, wie die Esplanade aussehen soll, auch in etwa bekannt gegeben werden, wie die politische Struktur aussehen wird. Aus dieser zusammen mit dem Entscheid zum Verwaltungsgebäude wird die Verwaltungsstruktur entwickelt werden müssen. Dazu noch ein Hinweis: Selbstverständlich wird der Gemeinderat nicht bereits nächsten Frühling klären können, welche Synergien in der Verwaltung durch die Zentralisierung erzielt werden können. Die Arbeiten für die Verwaltungsreorganisation wurden in Gang gesetzt und der Gemeinderat hat es auch unter dem Aspekt in Gang gesetzt, dass möglichst Antworten auf die Frage "Welches Synergiepotenzial kann mit einer zentralisierten Verwaltung noch erzielt werden?" gefunden werden. Dazu noch Herr Ogi: Es besteht nur ein kleiner Unterschied zwischen Quartierschulen, die im Quartier erstellt werden, um die lokale Verbundenheit zu fördern und einem Verwaltungsgebäude für alle Bielerinnen und Bieler. Dort ist auch genau dies der Sinn, dass die Bevölkerung, wenn sie etwas von der Stadt braucht, genau einen Ort aufsuchen muss. In den Quartieren ist auch allen SchülerInnen und Eltern klar, wo sich ihr Quartiersschulhaus befindet. Dies scheint mir ein wichtiges und gutes Beispiel für ein neues, zentrales Verwaltungsgebäude zu sein.

Ogi Pierre, PSR: Je suis contre le fait de construire ce bâtiment. Cependant, s'il se construit, il ne peut pas se trouver à un meilleur endroit. Quant aux écoles, Monsieur le Maire, c'est un très mauvais exemple car les enfants, qui habitent à côté de l'école du Büttenberg, sont embarqués tous les jours dans des bus, pour se rendre de l'autre côté de la ville.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Kurz im Rahmen der Eintretensdebatte die Haltung der Baudirektion, die ihrerseits gehalten ist, diese ehrgeizigen Ziele umzusetzen. Sie ersehen aus der Vorlage, dass die Arbeiten im Moment über Projektierungskredite erfolgen, wie dies auch üblich ist. Die Baudirektion will für Sie ein Projekt ausarbeiten und zu einem späteren Zeitpunkt auch unterbreiten. Die ersten Resultate haben wir Ihnen präsentiert und mindestens zwei der vorliegenden Kredite stützen sich konkret auf die erzielten Wettbewerbsresultate. Aus einigen Voten hätte man den Eindruck gewinnen können, dieses Geschäft treffe den Stadtrat

aus heiterem Himmel, fast ein wenig unerwartet. Die Ausgangslage oder Basis dieses Geschäfts ist aber eigentlich immer noch die Zonenplanänderung von Juni 2006, welche die Bieler Bevölkerung mit 85% angenommen hat. Bereits damals wurden klare Aussagen dazu gemacht, was in diesem Perimeter künftig geschehen soll. Im nördlichen und südlichen Bereich waren Dienstleistungen, Wohnungsbau und schulische Dienstleistungen (wie die Mehrfachturnhalle usw.) vorgesehen. Auch bereits erwähnt wurde, dass dazwischen ein grosser Platz, nämlich die erwähnte Esplanade (ein städtischer begrünter Platz) entstehen soll. Schon einbezogen war der Bereich vor dem Hallenbad und man hat bereits gewusst, dass dort dereinst auch ein unterirdisches Parking geplant wird. Der Bereich für eine öffentliche (Verwaltungs-)Nutzung war ebenfalls bereits erwähnt. Die gesetzlichen Vorgaben gemäss Zonenplan waren damit 2006 klar deklariert.

Es wurde bereits mehrfach gesagt, dass der Schlüssel zur Erschliessung dieses Gebiets das unterirdische Parking darstellt. Hierin ist man sich einig, dass dort ein Parking mit rund 600 bis 700 Plätzen entstehen soll und dadurch Synergien gewonnen werden können. Für die daraus folgenden Arbeiten benötigt die Stadt nun einen Projektierungskredit. Wohin das Parking nun genau hinkommen soll und wo Synergien vorliegen, wird in der Projektierungsphase zu beurteilen sein. Aus diesem Grund benötigt die Baudirektion einen Kredit von CHF 2,5 Mio., welche im Verhältnis zu den ungefähren Kosten des Parkings von CHF 30 Mio. sicher vernünftig sind. Sie alle wissen, dass - wenn die Planung des Parkings voranschreitet - auch die Oberflächengestaltung an die Hand genommen wird. Ein entsprechendes Wettbewerbsprojekt dazu wurde im Stadtrat vorgestellt und auch für dieses benötigt die Baudirektion einen Projektierungskredit von CHF 950'000.-, welcher hauptsächlich für die Landschaftsarchitekten aufgewendet werden soll. Gleichzeitig mit diesem Auftrag soll dann auch das Gebiet um die Coupole bearbeitet werden. Was vielleicht etwas schneller als erwartet vorgelegt wurde, ist das zentrale Verwaltungsgebäude. Die dazugehörenden Fragen müssen aber gleichzeitig abgeklärt werden, wie dies der Stadtpräsident ausgeführt hat. Will der Stadtrat dieses Gebäude überhaupt und befindet es sich am richtigen Ort? Herr Sutter hat zurecht gesagt, dass dies für die Erstellung des Parkings relevant ist, weil die Frage der Vorinvestitionen vorgängig gelöst werden muss. Der dazugehörige Projektierungskredit ist ziemlich hoch, ich kann aber schon jetzt namens des Gemeinderats bekannt geben, dass der Gemeinderat mit dem Antrag der Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade leben können wird, also erst CHF 1,2 Mio. für das Vorprojekt gesprochen werden, wobei CHF 400'000.- bereits für den Wettbewerb ausgegeben wurden. Im Rahmen dieses Vorprojekts lassen sich die ersten Details ausarbeiten, was die Gestaltung, das Material usw. anbelangt, allerdings ohne Kostenvoranschlag. Die Baudirektion kann also weiter arbeiten, braucht aber mindestens CHF 800'000.- bis im März 2010 und wird Ihnen dann einen konkreten Vorschlag betreffend der zu erwartenden Kosten präsentieren. Der Gemeinderat ist also einverstanden mit dem Änderungsantrag, der heute lediglich einen Projektierungskredit von CHF 1,2 Mio. für das Verwaltungsgebäude vorsieht. Alle anderen Kredite braucht aber die Baudirektion, damit sie weiterarbeiten kann und die vom Zonenplan vorgegebenen Ideen umsetzen kann, wie dies das Volk mit seiner Annahme auch gewollt hat. Diese sind sinnvoll und sicher immer noch wünschbar, wenn aus diesem Geviert wirklich etwas Neues entstehen soll. Ich bin also ebenfalls froh, dass das Eintreten nicht bestritten wird.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Ainsi, je peux terminer ce débat d'entrée en matière et arriver à la suite pour le détail, selon le projet d'arrêté.

Au point I, point 1 du projet d'arrêté le crédit d'engagement de 2'500'000 fr. sera l'objet du débat dans la discussion de détail.

I.1 Crédit d'engagement pour l'étude du parking souterrain

Stöckli Schwarzen Heidi, Kommission Struktur und Esplanade: Eine kurze Vorbemerkung, bevor ich auf diesen Vorkredit eingehe. Es müsste klar sein, dass die Beurteilung des gesamten Geschäfts und auch der einzelnen Projektierungskredite seitens der Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade aus Sicht der vorprüfenden Instanz erfolgt. Die Kommission hat also keine politischen Diskussionen über den Sinn und die Notwendigkeit eines Parkings, einer neuen Oberflächengestaltung oder auch eines neuen Verwaltungsgebäudes geführt. Diese politische Diskussion muss im Parlament und je nach Entscheid allenfalls vor der Volksabstimmung geführt werden. Dies einfach, damit es klar gesagt ist.

Damit komme ich zum Projektierungskredit für das Parkhaus. Ein Kredit von CHF 2,5 Mio. für ein Objekt, das letztlich etwa CHF 30 Mio. kosten wird. Das Parkhaus ist - wenn ich zurückkomme auf mein eingangs geschildertes Bild - kein Blickfang, hingegen ein solider Bestandteil, welcher in das Areal eingewoben werden muss, wenn die Oberfläche neu gestaltet und einer breiten Öffentlichkeit zur sinnvolleren Nutzung als heute übergeben werden soll. Wir sind uns wahrscheinlich einig: Jede Neugestaltung ist wahrscheinlich schlauer und besser als die heutige! Das Parkhausvorhaben ist ambitiös, der Zeitplan sehr eng (wir haben dies bereits mehrfach gehört: komplexes Projekt, zusammenhängende Projekte, gedrängter Zeitplan...). In zweieinhalb Monaten soll ein Ausführungsprojekt vorliegen, welches im April in den Stadtrat gelangen soll. Die Rahmenbedingungen für das Projekt sind ebenfalls relativ schwierig. Sie alle wissen, dass das Areal eine Art Wundertüte ist, was die Altlasten anbelangt und damit Überraschungen nicht ausgeschlossen sind. Die Summe von CHF 2,3 Mio. beruht auf einer Kostenschätzung aufgrund des Volumens und der Anzahl Parkplätze. Bis heute liegen keine Honorarofferten vor. Die Mehrwertsteuer und Reserve ist kostenkonform ausgewiesen. Aus Sicht der Kommission lässt sich daher sagen, dass der Projektierungskredit - trotz blosser Kostenschätzung auch wenn keine Offerten vorliegen - verantwortlich ist, weil er die Erfahrungswerte des Bahnhof- und Gassmann-Arealparkings einbezieht. Damit riskiert die Stadt voraussichtlich kein solches Desaster wie die Stadt Bern mit ihrem Bärenpark, welcher ebenfalls aufgrund einer Kostenschätzung initiiert wurde. Das einzige einzugehende Risiko sind damit die Altlasten, weil nicht bekannt ist, wie tief und wie stark der Boden kontaminiert ist und welche Kosten daraus entstehen könnten. Wie Sie aber dem Bericht entnehmen konnten, sollen die Kosten für die Altlasten über ein anderes Konto abgebucht werden, d.h. es gilt dies dann an einem anderen Ort zu diskutieren.

Was die Projektierung des Parkhauses anbelangt, hat die Kommission noch zwei Anmerkungen:

1. Die Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade erwartet, dass die Anzahl der Parkplätze mittelfristig ausgelegt wird, d.h. nicht zu viele und auch nicht zu wenige

vorgesehen werden. Gesprochen wird von minimal 600 und maximal 800 Plätzen. Ich denke, es gilt hier ein Mittel zu finden. Aktuell finden rund 600 Fahrzeuge auf dem Areal Platz, es steht aber unter der Woche meist halb leer. Daher macht es meines Erachtens nicht viel Sinn, zu viele Plätze vorzusehen, wenn nicht davon ausgegangen werden kann, dass sie auch benutzt werden. Dies gilt es also, sehr genau zu überprüfen. Gleichzeitig wird sich die Zahl nach dem richten, was die Bodenanalysen ergeben, die damit auch die Form des Gebäudes und die Stockwerke des Parkings bestimmen.

2. Die zweite Bemerkung der Kommission ist diejenige, dass sie erwartet, dass Vorleistungen für ein sechsstöckiges Gebäude mit in die Planung des Parkings einbezogen wird. Damit ist gesagt, dass dies bezüglich der Statik, des Fundaments und der Werkleistungen bedacht werden muss, egal ob das Gebäude nun gebaut wird, oder nicht. Im Bericht haben Sie lesen können, dass es um eine Teiländerung der Zonenordnung in diesem Gebiet geht. Vorgesehen wird aber in jedem Fall ein öffentliches Gebäude von maximal sechs Stockwerken. Es ist selbstverständlich, dass diese Leistungen miteinbezogen werden müssen, denn Sie erinnern sich sicher an das Vorgehen beim Bahnhofparking. Damals wurden dieselben Vorleistungen ebenfalls erbracht, weil nicht ausgeschlossen werden konnte, eines Tages den Bau zu ergänzen. Auch vorliegend bin ich überzeugt, dass sich eine solche Investition lohnen würde.

Damit kann ich meine Ausführungen schliessen. Die Kommission Struktur Biel 2013 ist der Meinung, dass die Projektabwicklung für das Parkhaus anspruchsvoll ist, die Kostenschätzung aber seriös erfolgte. Sie sagt daher Ja zu diesem Projektierungskredit und damit auch schlussendlich Ja zu einer sinnvolleren Oberflächennutzung.

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste soutient ce crédit d'engagement. Nous sommes favorables à ce que les voitures soient enterrées. Ceci permettra de laisser de la place à la verdure et à l'aménagement d'un centre ville plus attrayant. Le Groupe socialiste soutient cette proposition.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne Biel: Auch die Fraktion der Grünen unterstützt den Projektierungskredit für das Parking und die Oberflächengestaltung. Die Grünen finden, dass es eine gute Sache ist, die Autos endlich unter den Boden zu verbannen und dadurch den Platz für die Öffentlichkeit nutzbar zu machen. Auch die skizzierte Grössenordnung scheint uns in Ordnung zu sein. Aus diesem Grund unterstützt unsere Fraktion das Geschäft. Was die Oberflächengestaltung anbelangt, möchten wir bemerken, dass in den Wettbewerbsunterlagen (das entsprechende Zitat befindet sich im Bericht) gefordert wurde, dass für die Oberfläche ein *"hochwertiges, natürliches Umfeld mit ökologischem Wert geschaffen wird."* Dies lässt sich aus den Unterlagen nicht unbedingt entnehmen. Meiner Fraktion wäre es daher wichtig, dass, wenn der detaillierte Auftrag an die Landschaftsarchitekten herausgegeben wird, diesem Umstand auch Rechnung getragen wird.

Die Fraktion der Grünen hat auch noch eine Frage zu Ziffer 4.3.4 des Berichts: Es geht um die Kostenzusammenstellung der verschiedenen Honorare. Wir möchten gerne wissen, ob das Honorar für die Umgebungsarbeiten Coupole darin eingeschlossen ist und falls ja, um welchen Posten es sich dabei handelt. Wurde die Planung für den Ergänzungsbau zur Coupole also berücksichtigt? Danke für die Beantwortung.

Nicati Alain, au nom du Groupe Forum: Le Groupe Forum soutient les propositions concernant la surface de promenade et le parking, tels qu'ils ont été présentés. Je vous remercie de les soutenir également. Je précise, que la surface utilisée pour la Coupole est récupéré dans le sens, qui est présenté au point 2 de la feuille verte de la Commission "Structures biennoises 2013 et Esplanade".

Köhli Hans-Ulrich, Fraktion GLP: Auch die Fraktion GLP unterstützt das Parking 100-prozentig. Unsere Fraktion hat nur ein wenig Bedenken, was mit den Altlasten - vor allem im nördlichen Bereich - geschehen wird. Dort ist eine Pfählung verboten, weil so viele Altlasten vorhanden sind. Es würde uns interessieren, was genau unternommen werden wird. Ich bitte den Gemeinderat, dies im Rahmen des Verpflichtungskredits zu berücksichtigen. Was die Oberfläche anbelangt, so werde ich mich beim nächsten Punkt äussern.

Sutter Andreas, Fraktion SVP plus: Auch die Fraktion SVP plus unterstützt den Projektionskredit. Wir wünschen uns aber, dass die nächste Etappe mit präzisen Prognosen angegangen werden kann. Der Stadtpräsident hat vorhin gesagt, es sei für das Verwaltungsgebäude nicht möglich, falls aber ein Schritt vorwärts gemacht werden soll, sollte im Hinblick auf die Realisierung eine gewisse Kostengenauigkeit vorliegen, denn auch hier gilt, es ist nicht egal, ob das Parking über fünf, drei oder gar nur zwei Untergeschossen verfügt. Die Kosten variieren erheblich und darum müsste spätestens zum Zeitpunkt, wenn der Volksentscheid ansteht, Klarheit bestehen. Die Fraktion SVP plus wünscht also, dass beim Entscheid über die nächste Etappierungsphase eine KV-Genauigkeit (Kostenvoranschlagsgenauigkeit) vorliegt.

Moser Peter, FDP: Ich befürworte dieses Parking. Für mich ist es das Kernstück der Esplanade. Das Verwaltungsgebäude ist für mich sekundär. Deshalb, und auch wegen den Ängsten, die bei den vorhergehenden Voten zum Ausdruck kamen, plädiere ich klar für eine vertikale Schnittstelle zwischen Parking und Verwaltungsgebäude. Die beiden Bauten sollten nicht vermischt werden. So ergeben sich auch von der Zeitachse her bessere Möglichkeiten für die Realisierung. Das Verwaltungsgebäude braucht eigene Keller und Archive. Deshalb braucht es eine saubere, vertikale Schnittstelle zum Parking. Damit können die angetönten Probleme auch umgangen werden.

Arnold Marc, SP: Ich habe noch eine Frage zu Punkt 4.2.3, Investitionskosten. Da steht: *"Der Gemeinderat sieht vor, dass - analog zum Bahnhofparking - die Baudirektion (Abteilung Hochbau) für die Planung und Projektierung verantwortlich ist. Hernach sollte das Projekt an die Parking Biel AG zur Realisierung und zum Betrieb übergeben werden. Wie im Zusammenhang mit der Vorlage zum Altstadtparking vom 3. April 2009 ausgeführt, sollte die Stadt Biel der Parking Biel AG zur Finanzierung der Investitionen ein verzinsbares Darlehen von CHF 30 Mio. gewähren."* Jetzt kommt der wichtige Satz: *"Dabei ist vorgesehen, dass die Projektierung und die Verzinsung des Darlehens zulasten der Spezialfinanzierung Nr. 2281.3950 (Parking) abgewickelt wird."* Verstehe ich es richtig, dass aus der Spezialfinanzierung der Zins des Darlehens subventioniert wird, das heisst die Parking AG erhält das Darlehen zinslos?

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke für die gute Aufnahme des ersten Punktes. Selbstverständlich wird der Gemeinderat all die geäusserten Bedenken und

Befürchtungen zur Kenntnis nehmen und im Rahmen der Projektierung berücksichtigen. Altlastenbereinigung, Anzahl Parkplätze und so weiter, das alles ist Gegenstand der Projektierungsphase. Herr Grupp stellte eine Frage zu Punkt zwei. Diese werde ich später beantworten. Zur Frage von Herrn Arnold betreffend der Finanzierung würde wohl am besten der Finanzdirektor Auskunft geben.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ihre Überlegungen sind richtig, Herr Arnold. Es wurde aber noch nicht definitiv entschieden, welches Modell gewählt werden soll. Dies ist erst die Projektierungsphase und ich bitte den Stadtrat, vom Gemeinderat nicht zu verlangen, dass er bereits jetzt weiss, wie viel Mietzinseinnahmen im Jahr 2015 aus diesem Parking realisiert werden können. Deshalb ist hier eine gewisse Vorsicht am Platz, obwohl der Gemeinderat in letzter Zeit immer detaillierte Zahlen liefern konnte, deren Qualität bis jetzt eingehalten werden konnte. Die Idee ist, gleich wie beim Altstadtparking vorzugehen. Im damaligen Bericht des Gemeinderats wurde übrigens die gleiche Wortwahl gebraucht. In der Sonderrechnung Parkplatzwesen für das Parking beim Bahnhof konnte die Stadt bereits Anlagen für die Parking Biel AG machen. Die Parking Biel AG kam für das Aktienkapital auf. Nun hat sie ein Darlehen des Altstadtparkings von CHF 10 Mio. cash zurückbezahlt. Der Stadtrat hat dies am 14. Mai 2009 so beschlossen. Das Vermögen aus der Sonderrechnung Parkplatzwesen reicht nicht aus, um auch die Summe für das Esplanade-Parking cash zu bezahlen. Aber es sind genügend Einnahmen vorhanden, welche es ermöglichen sollten, dass der Zins des Kredits, welchen die Stadt der Parking Biel AG gewahren würde, verzinst werden könnte. Dies wird momentan gerechnet und Businesspläne werden erstellt. So würde die Stadt der Parking Biel AG ein verzinsliches Darlehen gewahren, der Zins würde aber durch die Spezialfinanzierung abgedeckt. De facto heisst das, wenn die Spezialrechnung Parkierungswesen und die Stadtrechnung zusammengerechnet werden, erhält die Parking Biel AG am Schluss ein zinsloses Darlehen. Aber: die Gelder, welche in der Parkplatzrechnung enthalten sind, muss die Stadt verzinsen. Gelder, die in einer Spezialfinanzierung deponiert sind, muss die Stadt hingegen nicht verzinsen. Dies ist so, weil die Erträge, welche in die Parkplatzrechnung fliessen, hauptsächlich aus den Vermietungen der bestehenden Parkanlagen resultieren. Dadurch dürfen sie nicht wie Steuereinnahmen behandelt werden. Ich entschuldige mich für diesen komplexen Diskurs, aber ich kann im Moment noch keine detaillierten Angaben machen. Der Gemeinderat braucht noch ein paar Monate Zeit, um diese Berechnungen zu machen.

I.2 Crédit d'engagement pour l'étude des aménagements extérieurs de l'Esplanade du Palais des Congrès et le remplacement de la surface utile perdue par le CAJ

Stöckli Schwarzen Heidi, Kommission Struktur und Esplanade: Nun steigen wir um ein Geschoss, und zwar vom Erdinnern an die Oberfläche. Es ist so, dass Projektierungskredite nie die Genauigkeit eines Ausführungskredits haben. Es gibt immer nur gewisse Eckpunkte, detailliertere Fragen werden erst im Ausführungsprojekt behandelt. In diesem Projektierungskredit gibt es etwas mehr Informationen, da dieser auf einem Wettbewerb aufbaut.

Zum Vorhaben der Platzgestaltung: Für den Projektierungskredit sind CHF 950'000.- beantragt für ein Projekt, welches insgesamt ungefähr CHF 8 Mio. kosten soll. Der

grösste Teil der Oberflächengestaltung ist ein Platz, welcher von der Neumarktstrasse bis über das Kongresshaus hinausgehen soll. Es ist ein riesiger Platz, welcher von der Neumarktstrasse her in Grünflächen aufgeteilt ist, einem Hartbelag vor dem Verwaltungsgebäude (falls dieses gebaut wird) und einer weiteren Grünfläche hinter dem Kongresshaus. Der Platz soll gemäss Wettbewerb der Erholung und Entspannung der Bevölkerung dienen, multifunktional nutzbar sein und ein hochwertiges, natürliches Umfeld mit ökologischen Qualitäten schaffen. Diese sind jedoch noch nicht genau definiert. Der Platz soll auch den Gaskessel, das zentrale Verwaltungsgebäude und das Kongresshaus integrieren. Diese Anforderungen sollen vom Projekt "Regenpfeifer" abgedeckt werden. Es war die Rede davon, dass dieses Projekt bestechend einfach sei und subtil auf das geplante und bereits gebaute Umfeld reagiere. Im Kredit für die Oberflächengestaltung von CHF 950'000.- ist auch der Erweiterungsbau für das AJZ samt den Lärmschutzmassnahmen enthalten. Der Stadtrat weiss ja, dass die Villa Fantaisie bisher vom AJZ genutzt wurde und dass diese nun aufgegeben werden muss. Im Bereich der Villa Fantaisie soll die Baulinie bereinigt werden, da dieses Gebäude eigentlich in die Gartenstrasse hinausragt. Dies ist nun nicht mehr gewünscht. Der Gemeinderat sagt in seiner Vorlage, dass die Nutzfläche von 340 m² soweit als möglich eins zu eins baulich ersetzt werden soll. Mündlich sicherte er auch noch zu, dass dieser Ersatz im Rahmen von CHF 1 Mio. Gestehungskosten erfolgen soll. Der Projektierungskredit selber beruht auf Honorarofferten und nicht nur auf Kostenschätzungen wie vorhin beim Parkhaus. Wie es üblich ist, werden auch die Baubewilligungen und Arbeitsausschreibungen miteinbezogen. Mehrwertsteuer und Reserven sind seriös ausgewiesen.

Die Kommission Struktur und Esplanade hat auf keine Besonderheiten zu dieser Vorlage aufmerksam zu machen. Sie möchte aber Missverständnissen und späteren Konflikten vorbeugen, indem sie den Beschlussesentwurf 1.2 ergänzt. Dort steht, dass der Gemeinderat die Projektierung der Oberflächengestaltung Esplanade inklusive Nutzflächenersatz AJZ beantragt. Die Kommission beantragt folgende Formulierung: "*Für die Projektierung der Oberflächengestaltung Esplanade inklusive **gleichwertigem** Nutzflächenersatz AJZ wird ein Verpflichtungskredit von CHF 950'000.- bewilligt zulasten Kto. 56000.0220.*" Sie pocht nicht auf den 340 m² im Beschlussesentwurf. Es gibt noch kein Ausführungsprojekt und ein minimaler Spielraum muss möglich sein. Vielleicht beträgt der Ersatz dann nur 320 m², die Kommission geht aber klar davon aus, dass es keine grossen Abstriche geben soll.

Für die Kommission Struktur und Esplanade stellt sich die Frage, was passiert, wenn das Projekt Verwaltungsgebäude nicht realisiert wird. Wie wird das ausgesparte Baufeld dann verwendet? Wird es als Grünfläche in die Platzgestaltung integriert oder wird ein anderes Gebäude erstellt?

Die Kommission sagt ja zum Projektierungskredit und damit auch ja zu den Zielen der Platzgestaltung.

Köhli Hans-Ulrich, Fraktion GLP: Die Oberflächengestaltung der Esplanade ist für die Fraktion Grünliberale im Moment zu betonlastig. Ihr fehlen Grünflächen. Es müssen nicht immer nur Bäume sein, es wären auch Sträucher oder Rasenflächen möglich. Die Fraktion Grünliberale fordert in dieser Projektierungsphase die entsprechenden Anpassungen, damit ein anständiger Platz entsteht. Ich verweise

darauf, dass 2006 in der Planung von einem Park die Rede war und nicht von einem Parking. Die Fraktion Grünliberale stellte sich darunter etwas ganz anderes vor. Sie befürchtete schon damals, dass diese Gestaltung nur aus ein paar Betonsteinen mit etwas Rasen bestehen würde. Ich bitte den Gemeinderat zu berücksichtigen, dass damals von einem Park gesprochen wurde. Den zweiten Punkt, den die Fraktion Grünliberale erwähnen möchte, ist das AJZ. Endlich wird dieses auch in die Planung einbezogen. Dazu war die Erheblicherklärung von zwei Motionen nötig, eine davon sogar mit Abstimmung. Zudem hat das AJZ Druck ausgeübt und nur deshalb wird es jetzt in der Planung berücksichtigt. Nun ist es wichtig, dass auch die Nachbarn einbezogen werden und nicht nur die Bauherrschaft.

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Deux points sont importants pour ce dossier. Concernant le premier, je ne m'y attarderai pas, car nous l'avons déjà mentionné à plusieurs reprises. Le Groupe socialiste soutient le réaménagement d'espaces verts et de plans d'eau au Centre ville, afin que les habitants et habitantes et les visiteurs et visiteuses puissent avoir un peu d'air au milieu de la ville, qui devient de plus en plus bétonnée. Nous soutenons ce crédit.

Concernant l'autre aspect, qui est le crédit d'engagement pour le CAJ (Centre autonome de jeunesse) et pour l'étude des possibilités de remplacement des mètres carrés perdus pour la Villa Fantaisie, il est évident, que nous soutenons cela grandement. Nous sommes très contents de voir à quel point le CAJ est souvent cité et pris en compte dans le rapport. Comme l'a dit Monsieur Köhli, cela n'a pas toujours été le cas. Il a fallu se bagarrer, afin que le CAJ soit entendu et pris en considération. D'ailleurs, dans la version française du rapport, à un ou deux endroits, le CAJ est confondu avec la Coupole. Pour rappel le CAJ est constitué de plusieurs groupes de travail, comme le Sleep-In, La Cuisine populaire. Il ne s'agit pas seulement de la Coupole. J'ai trouvé très dommage, que le CAJ n'ait pas été invité dans le jury du concours d'architecture pour le bâtiment administratif central. Cela aurait été l'occasion de montrer que le CAJ est considéré comme un partenaire important. L'entreprise Orange a été invitée dans ce jury, même si elle n'avait apparemment pas le droit de vote. Le fait d'élaborer ce projet permet de donner l'emplacement de la Coupole. Cela lui donne une assise. Le bâtiment sera agrandi, pour permettre d'y accueillir d'autres projets du CAJ. La question de la cohabitation se pose. C'est pour cette raison, qu'il est important, que la Ville continue à discuter et négocier régulièrement avec le CAJ, afin de trouver des solutions correspondantes.

Le Groupe socialiste soutient la proposition de la Commission "Structures biennoises 2013 et Esplanade" et qu'il soit précisé, dans la version française du rapport, que nous voulons une surface équivalente. Étant donné que le rapport de force, entre le CAJ ainsi qu'entre d'autres groupes d'intérêts et la Ville, est évidemment assez déséquilibré, nous voulons que ce soit clair, c'est à dire qu'il y ait le même nombre de mètres carrés.

Nous nous réjouissons de voir les projets et souhaitons tout de bon au CAJ, pour choisir le projet, qui lui convient le mieux. Merci.

Sutter Andreas, Fraktion SVP plus: Das Projekt "Regenpfeifer" trägt dem Ort, wo es hinkommt, Rechnung. Dies sollte jedoch nicht überbewertet werden. Wie ich schon vorher mit einer gewissen Skepsis kommentiert habe, wird ein guter Teil des Parks im

Schatten des künftigen Verwaltungsgebäudes stehen. Wenn kein Verwaltungsgebäude erstellt wird, entsteht an dieser Stelle ein anderes Gebäude. Im Stadtrat wurde bereits einmal eine Planung abgesegnet, in welcher ein noch viel unmöglicheres Gebäude vorgesehen war, nämlich ein Hotel, welches mit dieser Kubatur nie funktioniert hätte. Deshalb wurde das Projekt zu Recht überarbeitet und das Hotel wird nicht realisiert. Vielleicht braucht es an dieser Stelle auch kein Hotel, aber sicher braucht es Ergänzungsräumlichkeiten zum Kongresshaus. Das Kongresshaus ist im Prinzip ein Konzertsaal mit einem Vereinssaal, aber nicht mehr. Es ist kein Kongresshaus in diesem Sinn des Wortes. Kongress bedeutet, dass Seminarräume zur Verfügung stehen müssen und die Kongressteilnehmenden vor Ort gepflegt werden können. Mit der heutigen Konstellation sind diese Voraussetzungen nicht gegeben. Für ein Konzert mit Apéro mögen die Räumlichkeiten genügen, die Küche ist gut ausgestattet, aber es können dort nicht so viele Leute essen wie an einem Kongress maximal teilnehmen könnten.

Zurück zum Projekt "Regenpfeifer": Die Fraktion SVP plus findet dieses Projekt an sich gut. Sie findet es jedoch hinderlich, dass die Coupole bei der Planung derart stark eingebunden werden muss. Ursprünglich war das Brachland der Stadt. Dann war es ein Industriegelände, auf welchem Kohle vergast wurde. Die Coupole ist ein Industriedenkmal aus dieser Zeit. Heute ist sie ein Kulturtempel geworden, welcher in Biel durchaus seinen Platz hat und einen gewissen Kontrapunkt zum Kongresshaus darstellt. Eigentlich ist die Coupole aber am falschen Ort. Mit der Nutzung, welche heute für dieses Gebiet angedacht wird, sind gewisse Konflikte absehbar. Ich bin froh, dass Frau Moeschler darauf hingewiesen hat. In einer Wohnumgebung können nicht beliebig viele Lärmemissionen geduldet werden, und es können auch nicht ständig Holzfeuer angezündet werden, wie dies vor der Coupole leider immer wieder der Fall ist. Es ist richtig, dass diesen Problemen bei der Überarbeitung der Planung Rechnung getragen wird und ein geordneter Betrieb angestrebt wird. Aber nochmals: es ist unmöglich, den ganzen Platz rund um die Coupole herum zu organisieren. Die Fraktion SVP plus stimmt dem Änderungsantrag der Kommission Struktur und Esplanade zu. Es ist richtig, dass die Betreiber einen gleichwertigen Ersatz erhalten sollen.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke für die gute Aufnahme des zweiten Projektierungskredits. Auch hier geht es erst um die Projektierung des schönen und aus meiner Sicht guten Projekts "Regenpfeifer". Es ist ein städtisches Projekt mit Grünbereichen. Herr Köhli, sie sagten, es sei bloss Beton. Schauen Sie aber den Plan an, kann ich sagen, dass rund zwei Drittel Grünbereich sind. Das müssen Sie zugestehen. Zwischen Coupole und Neumarktplatz gibt es eine Grünanlage mit Hügelbreichen und vielen Bäumen. Zudem ist im nördlichen Platzbereich eine doppelte oder dreifache Baumreihe vorgesehen. Auch im Gebiet hinter dem Kongresshaus ist ein neuer Park geplant. In der Mitte dieser Grünanlagen steht dann ein urbaner Platz mit spielerischen Elementen und einem Wasserbereich. Von einem Betonplatz darf hier also ehrlicherweise nicht gesprochen werden. Es ist effektiv ein grüner Platz. Wie gesagt, wird das Projekt nun ausgearbeitet. Wie es genau aussieht, wird sich noch herausstellen.

Es wurden Fragen gestellt. Herr Grupp fragte nach den Projektierungskosten für die Coupole. Diese sind im Projektierungskredit enthalten. Herr Sutter äusserte sich zum Einbezug der Coupole. Dabei soll nicht übertrieben werden. Das tut die Stadt auch

nicht. Das Projekt bietet aber eine gute Gelegenheit, die Coupole, welche halt vom Zonenplan her unverrückbar ist, besser zu integrieren. Lärmschutzmassnahmen sind vorgesehen. Ich glaube nicht, dass diese Massnahmen übertrieben sind. Damit ist allen gedient und auch die Leute von der Coupole wissen, dass ein Zusammenleben mit den Nachbarn und anderen Nutzern möglich sein muss. Wenn nun Lärmschutzmassnahmen umgesetzt werden können, helfen diese sicher, das Zusammenleben zu vereinfachen. Es ist ja nicht das Innenleben der Coupole, welches Probleme generiert. Es ist vielmehr der Aussenbereich, in welchem sich auch Gäste aufhalten, die dort nicht hingehören. Der Gemeinderat geht davon aus, dass diese "ungebetenen" Gäste mit einer ordentlichen und gut strukturierten Anlage verschwinden werden und damit eine gewisse Entspannung eintreten wird. Frau Stöckli stellte die Frage, was passieren würde, wenn das Verwaltungsgebäude wider Erwarten nicht gebaut würde. Es ist klar, dass der urbane Teil des Parks bis zur Silbergasse ausgedehnt würde. Es wäre kaum möglich, auch dort Baumreihen zu setzen. Nun bin ich froh, wenn der Stadtrat diesem Projektierungskredit zustimmen kann.

I.3 Crédit d'engagement pour l'étude du nouveau bâtiment administratif centralisé

Stöckli Schwarzen Heidi, Kommission Struktur und Esplanade: Nun kommen wir zum grössten Brocken dieses Abends, zum Projektierungskredit für ein zentrales Verwaltungsgebäude über CHF 2,8 Mio. Das Gebäude wird schlussendlich rund CHF 45 Mio. kosten. Die Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade findet die Idee eines zentralen Verwaltungsgebäudes unterstützenswert. Ein solches Gebäude impliziert kurze Wege und effizientere Abläufe innerhalb der Verwaltung. Es ist kundenfreundlich, da die Leute nicht mehr wie heute entweder an die Rüschi-Strasse oder Neuengasse oder gar an die Zentralstrasse gehen müssen, sondern sie können alles im gleichen Gebäude erledigen. Ein neues Verwaltungsgebäude wäre sicher behindertengerecht und sollte eine hohe Nutzungsflexibilität aufweisen. Das bedeutet, die Verwaltung wird sich auch in den nächsten zwanzig Jahren verändern, Abteilungen werden verkleinert oder vergrössert und die Bedürfnisse wandeln sich. Die Raumorganisation im neuen Verwaltungsgebäude wird darauf reagieren können. Als letztes Argument für ein zentrales Verwaltungsgebäude kann gesagt werden, dass ein solches Gebäude wahrscheinlich langfristig wirtschaftlich interessant wäre. Wenn die verschiedenen Standorte zusammengelegt werden, wird wahrscheinlich weniger Fläche benötigt. Auch infrastrukturelle Gewinne sind möglich: es braucht voraussichtlich weniger Sitzungszimmer, der Support kann verbessert werden, es braucht weniger Hauswarte, die Liegenschafts- und Energiekosten sind geringer.

Hingegen ist die Finanzierung dieses Gebäudes noch sehr, sehr unklar. Diese müsste sich im Verlaufe des Projektierungskredits klären. Der Standort ist nicht in Frage gestellt. Als im Mai über den Wettbewerbskredit abgestimmt wurde, wehrte sich niemand dagegen. Das Vorhaben selber, so wie es auf dem Tisch liegt, ist sehr anspruchsvoll. Der Gemeinderat schlägt vor, in zwei Monaten ein Projekt in der Grössenordnung von CHF 45 Mio. von einem Wettbewerbsprojekt zu einem ausführungsfähigen Projekt zu trimmen. Parallel dazu läuft auch die Projektierung des Parkhauses. Beides mit den selben Abteilungen und Mitarbeitenden. Fragen wie die Unterbringung des Stadtratssaals, die räumliche Organisation der Abteilungen, das

Sicherheitskonzept oder der Umgang mit sensiblen Kundenbereichen sind ungeklärt. Die Kostenberechnung von CHF 2,8 Mio. beruht nur auf Kostenschätzungen auf Grund des Gebäudevolumens. Die Kosten sind im Gegensatz zum Parkhauskredit ungenau und sehr tief. Ich erinnere an die vorgesehenen Reserven und an den Prozentsatz des Projektierungskredits an der Gesamtsumme des Projekts. Dieser sollte etwa 10% betragen, was hier überhaupt nicht der Fall ist.

Die Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade hat bei ihrer Sachprüfung festgestellt, dass das Wettbewerbsprojekt "Papageno" sicher eine gute Wahl ist. Es vermag bezüglich städtebaulicher Integration zu überzeugen. Das Gebäude wird sich im Quartier gut integrieren und es wird auch gegenüber dem Kongresshaus bestehen können. Es ist ein schlichtes, fünfstöckiges Gebäude, hat aber Klasse und vermag als Objekt und Baukörper zu überzeugen. Es bewegt sich in einer mittleren Preisklasse und schneidet energetisch sehr gut ab. Zudem bietet es die grosse Nutzungsflexibilität, welche für ein neues Verwaltungsgebäude Voraussetzung ist. Die Kommission hat aber auch festgestellt, dass die reale Projektierungssituation zu wünschen übrig lässt. Es gibt keine Vorarbeiten, es gibt kein Vorprojekt, die räumliche Organisation der Abteilungen oder des Stadtratssaals ist unklar. Angesichts dieser Tatsachen ist der Zeitpunkt für den Antrag eines Projektierungskredits viel zu früh. Zudem ist die vorgesehene Projektabwicklung, nämlich vom Wettbewerbs- direkt zum Ausführungsprojekt, absolut unüblich. Sie überspringt eine wichtige Etappe. Der Zeitplan von zweieinhalb Monaten ist nicht realistisch, insbesondere nicht für ein Objekt, welches CHF 45 Mio. kosten wird. Die Kostenberechnung ist ungenau und zu tief.

Die Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade will kein qualitatives und finanzielles Risiko eingehen. Deshalb hat sie sich überlegt, ob sie den Projektierungskredit mit Auflagen zurückweisen oder einen Änderungsantrag formulieren will. Wie der Stadtrat weiss, hat sich die Kommission für das letztere Vorgehen entschieden. Sie fand die Idee eines zentralen Verwaltungsgebäudes grundsätzlich gut und sie soll hier in diesem Zusammenhang diskutiert werden können. Die Kommission will diese Diskussion nicht abblocken und sie will auch das Projekt nicht blockieren. **Deshalb beantragt die Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade, den Kredit auf Stufe Vorprojekt hinunterzufahren.** Ein solcher Kredit erlaubt eine seriöse Projekterarbeitung in einem realistischen Zeitrahmen. Dies bürgt für Qualität und Kostengenauigkeit. Die Entschleunigung des Projekts bewirkt, dass jetzt ein Vorprojekt gemacht wird und der Projektierungskredit erst im April in den Stadtrat kommt. Die Volksabstimmung würde dann Ende 2010 oder 2011 stattfinden. Trotz dieser zeitlichen Verschiebung könnte das Gebäude 2013 realisiert werden, wenn dies gewünscht wird. Ein weiterer Vorteil dieser Verlagerung wäre, dass das andere grosse Projekt, welches im Raum steht, nämlich das PPP-Projekt für die Stadien, etwas entkoppelt würde. Wenn klar ist, was mit den Stadien läuft, findet vielleicht auch das Verwaltungsgebäude eine grössere Akzeptanz in der Bevölkerung.

Zusammenfassend möchte ich sagen, dass der Stadtrat heute Abend mit der Bewilligung eines Verpflichtungskredits für ein Vorprojekt verantwortungsvoll handeln würde und gegenüber der Bevölkerung glaubwürdig wäre. Gestützt auf Berechnungen, welche die Baudirektion der Kommission für ein Vorprojekt vorgelegt hat, würde der **Kredit auf CHF 1,2 Mio. verkleinert.** Das Geld wird realistisch und sorgfältig

eingesetzt. Den Abänderungsantrag haben alle Stadtratsmitglieder auf dem grünen Blatt vor sich. Ich glaube nicht, dass ich ihn nochmals vorlesen muss.

Morier-Genoud Michèle, au nom du Groupe socialiste: L'heure avance, nous commençons d'avoir faim, je serai brève! Le Groupe socialiste soutient la proposition de modification de la Commission "Structures biennoises 2013 et Esplanade". Nous pensons que nous avons encore besoin de temps pour pouvoir décider, de manière séparée, de l'attribution du lieu dans lequel la salle du Conseil de ville devra être planifiée. Nous avons eu plusieurs discussions à ce sujet. J'ai surtout entendu une position qui allait pour le maintien de la salle du Conseil de ville dans le bâtiment du Bourg. La discussion doit encore se poursuivre et avoir lieu sur des bases plus concrètes. La raison pour laquelle nous soutenons cette proposition d'amendement est, que le processus concernant le bâtiment lui-même est lié à la question des structures et à la question de savoir, comment on va pouvoir inclure le personnel dans la réflexion, de manière à avoir un processus optimal, en évitant que l'on fasse des coupes dans le personnel, qui ne soit pas comprise et pas du tout acceptée. Il nous semble essentiel, que dans ce processus, l'organisation représentant le personnel soit incluse, ce qui est le cas maintenant. Les syndicats ne sont pas inclus. Si des propositions devaient aller à l'encontre de la majorité du personnel, j'imagine que les syndicats se manifesteraient. En tant que membre du Groupe socialiste, je soutiendrai cela.

Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne: Nous aimerions remercier le Conseil municipal de son rapport. Ce rapport a longuement préoccupé le Groupe des Verts. En effet, il y a matière à discussions:

- Quels sont les gains de synergie d'une telle centralisation?
- Comment peut-on chiffrer ces gains?
- Est-ce une économie à long terme?
- Quelles vont être les conditions de travail pour le personnel?
- Est-ce plus favorable pour les usagers des services publics?
- Que se passe-t-il avec la salle du Conseil de ville?

Les rythmes se sont emballés et il nous semblait qu'il manquait beaucoup d'éléments pour pouvoir, de manière responsable et vis-à-vis de la population, prendre une telle décision. En parallèle, il y a trop peu d'élément concernant la réforme de l'administration. Enfin, pour nous, le crédit était sous évalué, en relation par exemple avec le parking.

Ensuite, la Commission "Structures biennoises 2013 et Esplanade" a fait une proposition de modification et les Verts ont décidés de soutenir cette proposition. Cette proposition a pour effet immédiat, de ralentir tout le processus et de pouvoir ainsi sauvegarder la qualité. Un certain nombre de points pourront être examinés, tels que la demande d'une crèche, de panneaux solaires sur le toit et la poursuite à l'interne de la discussion entre les différents services, sur la réflexion et la suite du projet. Nous soutiendrons donc l'amendement de la Commission "Structures biennoises 2013 et Esplanade", qui demande une réduction du crédit, dans une proportion en relation avec la somme, avec les informations et les réflexions qui doivent être apportées, pour pouvoir prendre une décision.

Le Groupe des Verts a déposé **une proposition de modification demandant au Conseil municipal, de présenter au Conseil de ville, le résultat des réflexions en cours actuellement au sein de l'Administration, concernant les gains de qualité et les économies.** En effet, à la page 6 du rapport, la phase 1 est, je cite: *"Permanente à compter de ce jour et jusqu'à la votation communale sur la structure politique et l'Esplanade en juin 2010. Interrogation directrice: quels gains de qualité et économies de frais peuvent résulter d'une centralisation spatiale de l'Administration municipale, compte tenu de ses tâches actuelles?"* Le Groupe des Verts aimerait avoir, non pas un rapport d'experts extérieurs extrêmement cher, mais un rapport concernant l'état de discussions, qu'il y a au niveau de l'Administration. Nous avons eu quelques informations, mais il y a certainement d'autres points en discussion concernant les gains de synergies. Quelles vont être les conséquences sur les conditions de travail pour le personnel?

Nous ne voulons pas un rapport externe de spécialistes, mais nous aimerions avoir les réflexions de l'Administration et de ses responsables ainsi que les représentants du personnel, ce qui permettrait de faciliter une prise de décision définitive du projet et de pouvoir mieux la justifier devant les citoyens et citoyennes biennois. Je vous demande de soutenir la proposition de modification du Groupe des Verts. Merci de votre attention.

Sutter Andreas, Fraktion SVP plus: Die Fraktion SVP plus unterstützt das Vorgehen, welches die Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade erarbeitet und errungen hat. Es wäre völlig unmöglich, in den vorgesehenen Fristen ein solches Planungsvolumen mit einem so hohen Genauigkeitsgrad zu erarbeiten. Ich weiss nicht, wer der beteiligten Auftraggeber sich das je vorstellen konnte... Es müsste einmal dargelegt werden, wie das überhaupt bewerkstelligt werden sollte. Es ist richtig, wie es nun aufgegleist ist und wie es die Kommission vorschlägt. Unter den gegebenen Umständen ist es gar nicht möglich, ein Ausführungsprojekt zu erarbeiten. Die Rahmenbedingungen sind noch viel zu unklar. Ein Ausführungsprojekt muss über ein genaues Pflichtenheft verfügen. Es muss zum Beispiel klar sein, ob das Gebäude mit oder ohne Stadtratssaal sowie mit oder ohne Schalern, welche jetzt an der Schönistrasse sind, gebaut wird. Bereits in der Eintretensdebatte äusserte ich eine gewisse Skepsis, ob die Summe, welche heute im Raum steht, ausreicht, um alles zu erfüllen: Stadtratssaal, Schalter Schönistrasse und Minergie-P. Ich bin sicher, dass dies nicht der Fall ist. Wenn die Kennziffern, welche dem Verwaltungsgebäude heute zu Grunde liegen, mit der Anzahl Arbeitsplätze multipliziert werden und dann noch all diese zusätzliche Anforderungen berücksichtigt werden, muss ich sagen, es reicht sicher nicht. Minergie-P heisst automatisch Vollklimatisierung. Bei Minergie-P wird das zwar nicht Vollklimatisierung genannt sondern Komfortlüftung, aber es geht nicht ohne riesige mechanische Lüftung und ohne aufwändige Fassadengestaltung. Ich nehme nicht an, dass all das in den CHF 45 Mio. Platz hätte. Ich möchte aber nicht alles vorwegnehmen oder etwas behaupten, sondern genau das soll das Vorprojekt zeigen. Deshalb unterstützt die Fraktion SVP plus das Vorgehen, mit diesen CHF 1,2 Mio. ein Vorprojekt zu erarbeiten.

Nicht einig sind wir mit dem Antrag der Grünen, welcher erst jetzt aufgetaucht ist. Dies ist eine ganz andere Optik, welche hier schlicht nicht Platz hat. Natürlich kann man sich solche Gedanken auch machen, aber nicht im Rahmen eines Planungsauftrages oder eines -projektes. Was die Grünen hier fordern, kann ein

Architekt nicht ausführen. Es ist vielmehr ein erster Schritt zu einer Verwaltungsreorganisation, nämlich eine Aufnahme der Ist-Situation. Es kann nicht die Aufgabe eines Architekten oder Planers sein, Schwachstellen in einer Verwaltung aufzuzeigen. Dies ist eine ganz andere Optik, welche hier keinen Platz hat. Deshalb lehnt die Fraktion SVP plus diesen Antrag ab.

Köhli Hans-Ulrich, Fraktion GLP: Auch die Fraktion Grünliberale unterstützt den Antrag der Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade voll und ganz. Es stellt sich aber die Frage, wann und in welchem Zusammenhang die Entscheidung betreffend Stadtratssaal gefällt werden wird. Hier möchte ich gerne einen Hinweis, wie dies laufen könnte.

Moeschler Émilie, PSR: Je vais parler en mon nom. La proposition de modification du Groupe des Verts n'est pas très claire en ce qui concerne leurs buts. J'ai du mal à comprendre, quel est l'objectif de cette requête. Apparemment, le Groupe des Verts est déjà en pourparler avec le Conseil municipal. Peut-être que nous pourrions faire le débat ensemble et/ou ensuite changer la proposition de modification. Je ne sais pas, j'ai une incompréhension sur le thème que vous visez. On dirait qu'il y a un joyeux mélange entre, ce qui touche la réforme des structures et ce qui touche finalement tout le projet Esplanade et bâtiment administratif central. Vous parlez de voir l'état des discussions en cours, au niveau de l'Administration. Pour moi, c'est quelque chose qui concerne les structures administratives. Si c'est sur cet aspect, le "Fachausschuss" ou l'Association du personnel sont présents. Par contre, si c'est pour le bâtiment et le fait de savoir ce qui serait synergique et comment le processus du personnel peut être insérer dedans, je vois mal comment on peut avoir un projet, qui soit vraiment utilisable, vu que nous voterons sur un avant-projet. Comment, dans trois mois, aurons-nous un rapport, avec lequel nous pourrions travailler et qui ne soit pas seulement composé d'arguments alibis? Je demande à savoir, ce que vous chercher à viser avec votre proposition de modification et en quoi vous visez les conditions de travail du personnel municipal. J'aurais besoin de clarification. Merci.

Liechti Gertsch Teres, SP: Herr Stöckli sagte, man solle sich melden, wenn man Vorbehalte gegen das Verwaltungsgebäude habe. Ich mache dies. Vorher möchte ich aber noch etwas zu Herrn Fischers Votum sagen: Der Club Helvétique ist ein sehr ehrenwertes Gremium mit Leuten, die sehr intelligent sind, differenziert denken und keine Schwarzmalerei betreiben. Sie sind voll guten und noblen Willens. Viel einfacher könnte gesagt werden, es sind anständige Leute. Aus meiner Sicht ist der Club Helvétique sehr viel wichtiger für die Schweiz und sehr viel helvetischer für unsere Willensnation als es mancher Eidgenosse für Biel ist. Es ehrt die Stadt Biel zweifelsfrei, dass sie mit Herrn Stadtpräsident Stöckli ein Mitglied im Club Helvétique hat.

Nun zu Ziffer 3 des Beschlussesentwurfs: Wie gesagt, Herr Stöckli forderte dazu auf zu sagen, wenn man gegen dieses Verwaltungsgebäude sei. Dass er es bauen will, weil es die Stadtarchivarin gefordert hat, ist mir neu, aber das ist natürlich schön, es ist eine Art Weihnachtswunder. Die Idee, das Areal gegenüber dem Kongresshaus neu zu gestalten, hat mir immer gefallen und eingeleuchtet. Es ist unbestritten, dass die Autos unter den Boden sollen und mit dem unterirdischen Parking auch die neue Oberflächengestaltung möglich wird. Für mich ist das Esplanade, und diesem Projekt werde ich zustimmen.

Problematischer ist hingegen für mich mit dem Verwaltungsgebäude. Da bin ich sehr skeptisch, ob die Stadt diese grosse Investition wirklich tätigen soll. Wenn es wirklich gewünscht ist, dann ist es klar, dass die Vorschläge der Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade befolgt werden sollten, um mittels eines Vorprojekts Abklärungen machen zu können. Zweifellos hat die Kommission gute Arbeit geleistet. Aber wie Herr Ogi bereits sagte, wenn Ziffer 3 des Beschlussesentwurfs genehmigt wird, ist das Verwaltungsgebäude bereits sehr nah an einer Realisierung. Für mich bleibt ein gewisses Unbehagen, wenn die Gesamtsituation betrachtet wird. Die bereits geäusserten Vorteile eines zentralen Verwaltungsgebäudes negiere ich nicht. In der Budgetdebatte vor zwei Monaten herrschte aber eine Krisenstimmung, das Parlament wurde auf eine restriktive Ausgabenpolitik getrimmt, es sollte zu einer engen, pessimistischen Sichtweise gebracht werden. Eine Defiziterhöhung von CHF 1,3 Mio. sei nicht verkraftbar, sagte der Gemeinderat. Zwei Monate später ist der Stadtrat bereits wieder zu Expo-Stimmung eingeladen und soll einem riesigen Projekt zustimmen, welches CHF 45 Mio. kosten wird. Wieviel dies dereinst kosten wird, ist unklar. Furkalöcher und Bärenpark lassen grüssen und tauchen etwas unheimlich am Horizont auf. Ich denke, das Bieler Volk wird mit dieser Haltung vielleicht schon etwas Mühe haben und sie widersprüchlich finden. Krisenbeschwörung zum einen und ein paar Wochen später der Glaube an ein Grossprojekt ohne Probleme, mit einer problemlosen Mittelbeschaffung von über CHF 30 Mio. Natürlich sagt mir dann der Gemeinderat, das sei etwas ganz anderes. Das eine sind Investitionsausgaben, welche die laufende Rechnung nicht belasten, das andere sind Konsumausgaben. Ich bestreite dies nicht, ich kenne die Definitionen. Es ist aber auch nicht einfach so, dass Investieren unbesehen immer gut ist und Konsumausgaben unbesehen schlecht. Weder beim Investieren noch beim Konsumieren soll über die Verhältnisse gelebt werden. Auch Konsumausgaben sind Werte, nicht nur das Vermögen. Deshalb werde ich mit einem taktischen Nein stimmen. Konsumausgaben können die Lebensqualität auch erhöhen. Ich finde es fraglich, Grossprojekte voran zu treiben, welche Zinsbelastungen für die Mittelbeschaffung nach sich ziehen, und für die Kultur, die Bewahrung von historischem Erbe, die ausserschulische Betreuung, die Familienunterstützung usw. in den kommenden Budgets ein drakonischeres Plafond vorzusehen. Auch das Bieler Volk wird dies nicht so leicht verstehen. Für das eine hat die Stadt Geld, für das andere nicht. Notabene werden andere Investitionsprojekte wie Trottoirs (Herr Ogi) hintenan gestellt. Ich werde dem unterirdischen Parking und der Esplanade zustimmen, diese bringen der Stadt wirklich etwas. Das Verwaltungsgebäude lehne ich zum jetzigen Zeitpunkt aber ab.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous allons interrompre les débats ici.

Avant de faire la pause, nous avons encore une intervention parlementaire urgente, qui doit être motivée.

245. Motivation de l'urgence du Postulat 20090426, Thomas Lachat, Groupe socialiste "Subventionnement de l'accueil extrafamilial pour les familles à faible revenu"

Lachat Thomas, SP: In diesem dringenden Postulat geht es um die Finanzierung der familienergänzenden Betreuung für kleinere Einkommen. Im Sommer 2010 läuft die jetzt laufende Subventionierung aus. Deshalb ist die Motivation dringlich.

Vote

sur la motivation de l'urgence du postulat 20090426, Thomas Lachat, Groupe socialiste "Subventionnement de l'accueil extrafamilial pour les familles à faible revenu"

L'urgence est accordée.

Interruption de la séance: 20h25 - 21h35

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous reprenons les débats, c'est-à-dire sur la discussion de détail du point I chiffre 3 avec les demandes de paroles individuelles.

244. 20090354 Esplanade - Biel/Bienne 2013 / Crédits d'étude

I.3 Crédit d'engagement pour l'étude du nouveau bâtiment administratif centralisé (suite)

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: J'aimerais pouvoir faire une liste d'orateurs.

Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne: La proposition de modification du Groupe des Verts est la suivante: à la page 6 du rapport, selon le Conseil municipal, la phase 1 est "*Permanente à compter de ce jour et jusqu'à la votation communale sur la structure politique et l'Esplanade en juin 2010. Interrogation directrice: quels gains de qualité et économies de frais peuvent résulter d'une centralisation spatiale de l'Administration municipale, compte tenu de ses tâches actuelles?*" Notre demande est: que la discussion ayant eu lieu au sein de l'Administration, avec tous les chefs de service, fasse l'objet d'un rapport au Conseil de ville. On a toujours dit, que la justification de l'existence de ce bâtiment était aussi les possibilités de centralisation, de synergies, d'économies et de rentabilités, ce qui permettrait à l'Administration d'être plus efficace, plus transparente et plus moderne. Chacun peut interpréter ce qu'il veut derrière ces mots! Le Groupe des Verts aimerait connaître les réflexions de l'Administration concernant les gains possibles, si ce bâtiment est construit, afin que nous puissions avoir un certain nombre d'arguments. Ceci est important et fait partie de la réflexion, concernant le désir d'entrer en matière pour un projet, qui coûtera, au bas mot, 45 mio. fr.

Cela n'a rien à voir avec l'architecture. Nous ne demandons pas un rapport détaillé concernant le nombre de bureaux, etc. Nous voulons connaître la réflexion de l'Administration concernant les gains de synergies, de rentabilité, d'améliorations et de prestations à la population. À ce sujet, **j'aimerais apporter un changement à la proposition de modification du Groupe des Verts**: *"Avec le rapport sur l'avant projet du bâtiment administratif, le Conseil municipal présente au Conseil de ville un rapport complémentaire chiffré concernant les gains de qualité **des prestations fournies** (à rajouter)".* Nous aimerions avoir aussi les idées sur les effets des conditions de travail ergonomiques du personnel municipal. Il est important que les employé(e)s puissent travailler avec la lumière du jour et qu'ils bénéficient de bonnes conditions ergonomiques. Le Groupe des Verts vous demande de soutenir cette proposition de modification. Ce document nous permettra de décider en toute connaissance de cause les conséquences positives et négatives. Il y a des déficits dans l'Administration et nous aimerions les connaître et savoir comment nous pouvons les corriger, avec un bâtiment administratif centralisé. Merci.

Bösch Andreas, Grüne Biel: Der Gemeinderat schlägt vor, CHF 2,8 Mio. für ein Projekt auszugeben, dessen Vorteile mich nicht überzeugen können. Es ist klar, "zentralisierte Verwaltung" tönt relativ gut. Man braucht nur an einen einzigen Ort hinzugehen, wo alle Ämter sind. Es wäre nicht mehr so wie jetzt, wo man halt wissen muss, in welchem Gebäude was untergebracht ist. Ich muss aber auch sagen, ich bin enttäuscht. Das Versprechen wird mit diesem Projekt nicht eingehalten. 350 von jetzt 420 Arbeitsplätzen werden in der Esplanade sein. Für mich stellt sich die Frage, was das soll. Es hiess, es gebe eine zentralisierte Verwaltung und jetzt kommt ein Projekt, welches aus meiner Sicht nicht als umfassendes Lösungskonzept angeschaut werden kann.

Die Synergiepotenziale eines zentralen Neubaus sind mir zu wenig klar aufgezeigt. Es ist mir nicht klar, was das Projekt vom wirtschaftlichen Standpunkt aus gesehen genau bringt. Die Rechnung von CHF 18'000.- über zehn Jahre, welche in den Unterlagen präsentiert wird, ist ebenfalls mit vielen Fragezeichen behaftet. Es ist nicht klar, was die Zahlen bedeuten. Das einzige gute Argument, welches dem Bericht entnommen werden kann, sind die CHF 10 + 2 Mio., welche in die städtischen Liegenschaften investiert werden müssten. Von mir aus gesehen ist das eine Mogelpackung. Diese Liegenschaften sind einfach um diesen Betrag weniger Wert. Jeder, der das Kontrollgebäude kauft weiss, dass CHF 10 Mio. investiert werden müssen. Wenn die Stadt CHF 10 Mio. in dieses Gebäude investieren würde, hätte es CHF 10 Mio. mehr Wert und es könnte dementsprechend teurer verkauft werden, wenn auch nicht mit dem gleichen Gegenwert. Ich sehe nicht, was das der Stadt bringt.

Deshalb will die Fraktion Grüne Biel eine vierte Ziffer im Beschlussesentwurf, in welcher aufgezeigt wird, was das Projekt der Stadt wirklich bringt, einerseits auf der finanziellen Seite, andererseits aber auch bei den Verbesserungen der Dienstleistungen. Ich muss sagen, dass ich von diesem Projekt alles andere als überzeugt bin. Von mir aus gesehen könnten die CHF 33 Mio. auch benutzt werden, um die heutigen Verwaltungsstandorte aufzupeppen. Dies hätte vielleicht auch Einsparungen zur Folge, vielleicht käme es im Gesamten sogar billiger. Da ich nicht mehr Informationen über den effektiven Nutzen dieses Gebäudes habe, kann ich nicht verstehen, weshalb der Stadtrat so hohe Beträge sprechen sollte.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich kann als Baudirektor Stellung nehmen: Ich würde es begrüßen, wenn der Stadtrat die Finanzierung für das Vorprojekt bewilligen würde, so wie dies der Antrag der Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade vorschlägt. Der Gemeinderat ist mit diesem Antrag einverstanden. Das Vorprojekt ist sehr genau definiert, obwohl Herr Sutter es bereits sehr detailliert ausgeführt hat. Es gibt klare SIA-Normen, welche vorschreiben, was ein Vorprojekt ist. Das Wettbewerbsprojekt kann hinsichtlich Gestaltung, Material und Nutzung präzisiert werden. Es können auch Fragen betreffend Statik, Parking, Energie usw. geklärt werden. Ein genauer Kostenvoranschlag ist aber vorher noch nicht möglich. Damit die Abteilung Hochbau arbeiten kann, braucht sie nun mindestens CHF 800'000.-, davon sind 400'000.- ja bereits für den Wettbewerbskredit gesprochen worden. Ich glaube, dies ist für ein Vorprojekt eine realistische Summe, welche jetzt benötigt wird, damit Herr Saager und seine Leute bis im März arbeiten und die wesentlichen Fragen beantworten können. Im März 2010 sollte dann das Vorprojekt vorliegen und kann im Stadtrat nochmals detailliert diskutiert werden. Als nächsten Schritt müsste der Stadtrat dann die CHF 1,2 Mio. für den Kostenvoranschlag sprechen.

All die heute geäußerten Bemerkungen und Anliegen hat der Chef Hochbau aufgenommen. Die Fragen wurden übrigens auch bereits innerhalb der Gruppe SAS (Strategischer Ausschuss Stadtentwicklung) diskutiert. Nun ist klar, wo die Schwachpunkte liegen und ich bin sicher, dass ein gutes Vorprojekt unterbreitet werden kann, wenn nun die CHF 800'000.- gesprochen werden. Deshalb ist der Gemeinderat mit der Abänderung von Ziffer 3 des Beschlussesentwurfs der Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade einverstanden.

Was den Antrag der Fraktion Grüne Biel zu Ziffer 4 des Beschlussesentwurfs anbelangt, kann der Gemeinderat damit leben. Der geforderte Zusatzbericht kann vorgelegt werden, genau da es ja das Ziel der Vorprojektphase ist, dass solche Fragen geklärt werden. Der Gemeinderat will dem Stadtrat ein gutes Projekt unterbreiten, welches Fragen klärt und nicht aufwirft.

Frau Stöckli, Sie haben auch Fragen in finanzieller Hinsicht gestellt, welche natürlich der Finanzdirektor beantworten sollte. Ich für meinen Teil als Baudirektor habe geschlossen und mache dem Stadtrat beliebt, diesem Kredit zuzustimmen. Der Stadtrat hat damit die Möglichkeit, diese finanziellen Aspekte im März 2010 nochmals zu diskutieren.

Stöckli Schwarzen Heidi, Kommission Struktur und Esplanade: Es ist für mich klar, dass die Frage nach der Finanzierung nicht heute Abend geklärt werden kann. Die Antwort müsste aber möglichst rasch vorliegen und klar und prägnant ausfallen. Die Fraktion Grünliberale hat heute Abend noch die Frage nach dem Stadtratssaal gestellt. Wann soll diskutiert und entschieden werden? Die Kommission ist der Meinung, dass dies eine politische Frage ist, welche im Stadtrat diskutiert werden muss. Die Kommission macht den Vorschlag, diese Frage bereits an der nächsten Sitzung zu diskutieren. In der Januarsitzung ist nämlich der Vorstoss von Herrn Ogi "Ersparnisse für die Stadt" traktandiert, der am Stadtratssaal in der Burg festhält. Die Kommission Struktur und Esplanade denkt, dies wäre der richtige Zeitpunkt, diese Diskussion zu führen. Es sollte für die Fraktionen keine Überforderung darstellen, innerhalb eines Monats über dieses Thema zu diskutieren. Es musste auch innerhalb eines Monats eine Vernehmlassung diskutiert werden, was auch möglich war. Hier

geht es wirklich um einen politischen Entscheidung, finanzielle Aspekte müssen dabei nicht berücksichtigt werden. Der Stadtrat entscheidet, wo er in Zukunft tagen will.

I.4 Dépenses supplémentaires due au renchérissement

La parole n'est pas demandée.

I.5 Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté

La parole n'est pas demandée.

II.1 Modification partielle de la réglementation partielle en matière de construction "Aire de l'usine à gaz"

Stöckli Schwarzen Heidi, Kommission Struktur und Esplanade: Die Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade hat den Bericht zur Kenntnis genommen und nicht viel zu sagen. Sie hat nur eine Frage. Der Gemeinderat sagt, der Nahwärmeverbund sei ein wichtiges Thema, die Idee solle im Verlauf des Projekts vertieft abgeklärt werden und der Nahwärmeverbund bilde die Grundlage für eine energieeffiziente Heizung der geplanten Gebäude und könne als Basis für allfällige zukünftige Ausbauten des Nahwärmeverbundes in der näheren Umgebung dienen. Die Frage der Kommission ist nun: Die Alpine Finanz AG will im Gebiet Esplanade Land kaufen und einen Erweiterungsbau erstellen. Wird das Thema Nahwärmeverbund bei diesen Verhandlungen mit einbezogen? Wenn nein, gedenkt der Gemeinderat dies noch anzugehen?

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich spreche wieder im Namen des Finanzdirektors.

Stöckli Schwarzen Heidi, Kommission Struktur und Esplanade: Entschuldigung, ich habe vorhin zu Punkt II.2 gesprochen.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Das habe ich verstanden.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Ziffer II.1 ist unbestritten.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Das habe ich auch verstanden, Ziffer II.1 ist unbestritten.

II.2 Négociations avec la société alpine Finanz AG

Rüfenacht Daphné, Fraktion Grüne Biel: Die Idee eines Nahwärmeverbundes soll vertieft abgeklärt werden. Die Fraktion Grüne Biel begrüsst dies. Der Gemeinderat schreibt: *"Da bereits im Planungsstadium ein Nahwärmeverbund vorgesehen wird, werden die Kostensynergien optimiert. Ein Nahwärmeverbund kann die Basis für einen allfälligen zukünftigen Ausbau eines Wärmeverbundes in der näheren Umgebung bilden."* Dies zeigt, dass die Alpine Finanz AG von Anfang an einbezogen werden muss. Die Fraktion Grüne Biel verlangt, dass die Alpine Finanz AG im

Kaufvertrag verpflichtet wird, sich dem Nahwärmeverbund anzuschliessen. Da dieser Antrag einen Beschluss des Stadtrats erfordert, **beantragt unsere Fraktion, den ganzen Punkt betreffend Landverkauf bei den Abstimmungen unter I zu behandeln.**

Der Antrag liegt auf den Tischen auf. Es ist Ziffer 5 des Beschlussesentwurfs (auf dem gelben Blatt). Der Antrag lautet: *"Der Stadtrat beauftragt den Gemeinderat, die Verhandlungen bezüglich des Landverkaufs Shopping-Central mit der Alpine Finanz AG im Sinne der im Bericht dargestellten Rahmenbedingungen weiterzuführen. Die Verkäuferin wird verpflichtet, sich dem Nahwärmeverbund anzuschliessen."* Ich hoffe, der Stadtrat unterstützt diesen Antrag für eine gute, effiziente und ökologische Nutzung eines zukünftigen Nahwärmeverbunds.

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste soutient la proposition du Groupes des Verts. La Ville de Bienne a reçu le label "Cité de l'énergie". La Ville n'était pas si bien classée que cela. Il y a encore des améliorations à faire et cela pourrait être l'une d'entre elles. Je vous remercie de votre attention.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Unterwerfen wir Ziffer 5 des Beschlussesentwurfs einem "Reality Check": Verlangt wird, dass der Landverkauf an die Alpine Finanz AG an die Auflage gekoppelt wird, dass diese sich am Nahwärmeverbund eines Gebäudes beteiligt, welches möglicherweise und zu einem noch nicht bekannten Zeitpunkt gebaut wird. Wenn die Alpine Finanz AG früher bauen will, hat sie halt ein paar Jahre kalt. Der Stadtrat hat keine Ahnung, wie hoch die Kosten sein werden und wie das Ganze ausgelegt wird. Dies sind denkbar schlechte Voraussetzungen, um potenzielle Investoren anzuziehen.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Natürlich wäre es schön, wenn alle Gebäude im Perimeter Gaswerkareal einem Nahwärmeverbund angeschlossen werden könnten, das wäre schon das Ziel. Herr Kaufmann sagte es allerdings richtig: zuerst muss mit den Investoren verhandelt werden. Die jetzt verlangte Formulierung: *"Die Verkäuferin wird verpflichtet, sich am Nahwärmeverbund anzuschliessen"*, ist zu streng und könnte die ganzen Verhandlungen zum Scheitern bringen. Dies will der Gemeinderat verhindern. Dahingegen könnte der Antrag allenfalls umformuliert werden (und dies ist mit meinen GemeinderatskollegInnen abgesprochen): *"Der Gemeinderat wird ersucht, darauf hinzuwirken, dass..."*. Wenn hingegen gesagt wird, das Land dürfe nur verkauft werden, wenn sich die Alpine Finanz AG verpflichtet, sich am Nahwärmeverbund anzuschliessen, ist dies zu autoritär. Wie Herr Kaufmann richtig sagte, wenn die Stadt potenzielle Investoren anziehen will, muss sie einen gewissen Spielraum haben. Wenn für die Überbauung des nördlichen Teils kein Investor gefunden werden kann, ist die ganze Gestaltung der Esplanade nicht mehr so möglich wie geplant. Dann liegt eine Lücke vor. Deshalb ist die jetzige Formulierung des Antrags gefährlich. Die StimmbürgerInnen haben den Zonenplan bereits abgesegnet. Sie wollen eine schöne Anlage: ein unterirdisches Parking, eine Esplanade, einen grossen Raum, alle Puzzleteile. Der Stadtrat sollte nun nicht ein Puzzleteil kaputt machen, indem ein Investor vergrault wird. Vom städtebaulichen Aspekt her ist es wohl unklug, eine so harte Formulierung zu wählen. Ich schlage vor, dieses Anliegen in Postulatform einzureichen und den Gemeinderat aufzufordern, auf eine Beteiligung am Nahwärmeverbund hinzuwirken.

Stöckli Schwarzen Heidi, Kommission Struktur und Esplanade: Bitte beantworten Sie die Frage der Kommission: Wird der Gemeinderat es in den Verhandlungen mit der Alpine Finanz AG zum Thema machen, dass der Wunsch vorliegt, dass sie sich dem Nahwärmeverbund anschliesst?

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Der Gemeinderat macht das gerne zum Thema. Für ihn ist grundsätzlich alles ein Thema, der Nahwärmeverbund ist bereits eines.

Rüfenacht Daphné, Fraktion Grüne Biel: Wenn die Stadt sicher sein will, dass die Alpine Finanz AG an den Nahwärmeverbund angeschlossen wird, muss dies heute gefordert werden. Wenn die Stadt dies in den Verhandlungen unverbindlich fordert, wird die Alpine Finanz AG vielleicht versuchen, den Preis zu drücken. Davor hat der Gemeinderat bereits jetzt Angst. Wird die Stadt dann ihr Angebot zurückziehen? Wird sie das Land verkaufen, obwohl die Käuferin sich nicht dem Wärmeverbund anschliesst, sondern beispielsweise eine Ölheizung einbaut? Den Einwand von Herrn Kaufmann findet unsere Fraktion berechtigt und sie wäre dazu bereit, den Antrag wie folgt abzuändern: ***"Der Gemeinderat wird beauftragt, bei der Käuferin darauf hinzuwirken, dass sich diese am Nahwärmeverbund anzuschliessen, soweit Letzterer umgesetzt wird."***

Grob Urs, SVP: Wärmeverbünde machen sicher Sinn, das wissen alle. Aber sie sind nicht das Ein und Alles. Deshalb möchte ich davor warnen, eine solche Verpflichtung in den Verkaufsvertrag aufzunehmen. Ich könnte mir gut vorstellen, dass in diesem Geviert mit Wärmerückgewinnung aus den Läden viel bessere Lösungen gefunden werden könnten als der Anschluss an einen Wärmeverbund. Im neuen Energiegesetz ist ganz klar geregelt, dass eine Gemeinde Wärmeverbünde zwingend verlangen kann. Es kann aber niemand gezwungen werden, der eine bessere Lösung präsentiert und höchstens 30% nicht erneuerbare Energie braucht. Deshalb kann im Prinzip niemand gezwungen werden, sich dem Nahwärmeverbund anzuschliessen. Dies fände ich auch nicht sehr sinnvoll. Manchmal gibt es bessere Lösungen.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Tatsächlich hätte die Stadt mit dem Gebiet Esplanade die erste gute Gelegenheit, einen Wärmeverbund zu realisieren. Biel hat im Moment noch keinen. Es ist aber ein klares Legislaturziel, einen solchen zu verwirklichen. Im Moment bieten sich nur zwei Areale an, das erste ist die Esplanade und das zweite das Gygaxareal. Die Esplanade ist das erste Areal, in welchem das Legislaturziel realisiert werden könnte. Deshalb ist es für den Gemeinderat wichtig, darauf hinzuarbeiten, dass dieser Wärmeverbund gebildet werden kann. Da der Entscheid für das Verwaltungsgebäude aber noch nicht gefällt ist, bestehen einige offene Fragen. Ich denke, der Gemeinderat sollte so viel wie möglich aber nur so wenig wie nötig dazu verpflichtet werden, in diese Richtung weiterzuarbeiten. Gespräche haben bereits stattgefunden. Der Gemeinderat kann sich vorstellen, im Rahmen des Energiestadtlabels einen Beitrag aus der Spezialfinanzierung des Massnahmeprogramms zur Umsetzung des Energiestadtlabels (SGR 741.9) an den Wärmeverbund zu bezahlen. Das gäbe ein eigenes Projekt, welches präsentiert und geprüft werden müsste. Es ist aber wahr, dass die Stadt hier für einmal viele eigene Parameter in der Hand hat. Wenn sehr viele verschiedene Parteien beteiligt sind, ist es jeweils schwierig, diese unter einen Hut zu bringen und einen Nahwärmeverbund zu realisieren. Hier sind entweder städtische Gebäude betroffen (das Kongresshaus käme ja eventuell auch in Frage, wenn die

Heizung ersetzt werden muss) oder die Stadt hat durch den Verkauf von Land Handlungsspielraum. Die Stadt hat also alles Interesse an guten Verhandlungen, welche zu einem Nahwärmeverbund führen.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich möchte mich für meine Verspätung entschuldigen. Ich musste in der Zwischenzeit eine wichtige Verpflichtung wahrnehmen.

Der abgeänderte Antrag der Fraktion Grüne Biel wäre für den Gemeinderat möglich und könnte so umgesetzt werden. Dies jedoch nur aufgrund der Informationen, welche erst vorliegen, wenn der Projektionskredit dem Stadtrat unterbreitet wird. Bei der Verpflichtung zum Nahwärmeverbund lege ich es dem Stadtrat nahe, diesen nicht in dieser Form zu verabschieden. Auf der einen Seite verfügt die Alpine Finanz AG ja bereits über Energiesysteme in der Nachbarliegenschaft, welche sich in ihrem Eigentum befindet. Auf der anderen Seite wird diese Verpflichtung auch einen grossen Einfluss auf den Verkaufspreis haben. Ich empfehle dem Stadtrat den Gemeinderat zu verpflichten, im Rahmen des Geschäftes zu diesem Landverkauf darzulegen, inwiefern der Nahwärmeverbund auf das neue Gebäude der Alpine Finanz AG ausgedehnt werden könnte. Eine Verpflichtung in der im Antrag vorgesehenen Form ist im jetzigen Zeitpunkt nicht im Interesse der Stadt. Entsprechende Verhandlungen in dieser Frage haben zumindest meinerseits noch nicht stattgefunden. Eine solche Verpflichtung würde die Position der Stadt ungebührlich, unnötig und massiv schwächen.

Nicati Alain, PRR: Nous avons oublié un élément fondamental. La Commission "Structures biennoises 2013 et Esplanade" doit suivre le projet. La Commission est partie de l'idée, qu'elle allait suivre le projet. Elle ne va pas le suivre uniquement maintenant, au mois de juin et en septembre, elle va le suivre régulièrement. Elle a prévu une séance mensuelle, éventuellement deux. Elle veut également rendre la Direction des travaux publics attentive aux dates de ses séances, car ce sont les délais, pour lesquels la Commission veut des réponses et des informations. Il est évident que les futures constructions doivent respecter les normes de l'écologie. Si ce n'est pas fait maintenant, cela ne se fera jamais! La Commission doit vérifier ces normes et ne pas seulement installer un chauffage à distance. Le Groupe des Verts est représenté de façon énergique dans la Commission "Structures biennoises 2013 et Esplanade". Elle doit avoir à cœur de relire les procès-verbaux de cette discussion (en admettant que Madame la Secrétaire parlementaire, nous ne les recevons pas avec une année de retard) et de voir, que tout ce que nous avons dit, soit respecté. C'est dans le cadre de la Commission, qu'il faut continuer à faire pression, afin que les différentes volontés exprimées soient contrôlées et que vous ayez des nouvelles. Je le répète, la Commission "Structures biennoises 2013 et Esplanade" s'est engagée à siéger en tout cas une ou deux fois par mois, afin de pouvoir suivre les projets et intervenir si nécessaire.

Rüfenacht Daphné, Fraktion Grüne Biel: Die Fraktion Grüne Biel ist bereit, dem Gemeinderat entgegenzukommen und stellt daher den Antrag, dass der Gemeinderat beauftragt wird, bei der Käuferin darauf hinzuwirken, dass sich diese dem Nahwärmeverbund anschliesst, wenn dieser umgesetzt wird. Die Fraktion hofft aber auch, dass ihr Antrag einen gewissen Druck ausgelöst hat und das Thema prioritär behandelt wird.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich bin sehr froh über dieses Entgegenkommen. Wie gesagt, würde die verpflichtende Form nichts bringen... (*Unruhe unter den Gemeinderatsmitgliedern, kurze Verhandlung*). Also, mit der Formulierung "hinzuwirken" können sich der Gemeinderat und die Finanzdirektion abfinden. Im Moment ist das Projekt ja noch nicht so ausgereift, dass es eine verpflichtende Wirkung hat. In den Verhandlungen wird aber darauf hingewirkt, dass sich die Alpine Finanz AG dem Nahwärmeverbund anschliesst, ohne dazu verpflichtet zu sein. Eine Verpflichtung als solche würde im Moment zu keiner Lösung führen.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Je vais clore la discussion sur ce point et continuer avec le prochain point, soit le point II.3

II.3 Travaux préparatoires pour les changements d'affectation et/ou les désinvestissements concernant les bâtiments de l'Administration

Stöckli Schwarzen Heidi, Kommission Struktur und Esplanade: Die Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade hat den Zwischenbericht zur Kenntnis genommen. Insbesondere nimmt sie zur Kenntnis, dass alle fünf aktuellen Verwaltungsgebäude im Besitz der Stadt sind, nämlich diejenigen an der Alexander-Schöni-Strasse 18 (Biel Gbbl. Nr. 8412), die Mühlebrücke 5 und 5a (Biel Gbbl. Nr. 1220), das Rathausgässli 3 (Biel Gbbl. Nr. 1433) sowie die Zentralstrasse 49 (Biel Gbbl. Nr. 2139, 2144, 2498). Sie weisen alle einen grossen (aufgeschobenen) Unterhalt auf, die Sanierungskosten für diese Gebäude sind sehr hoch. Die Kommission nimmt auch zur Kenntnis, dass der Gemeinderat alle fünf Gebäude verkaufen oder im Baurecht abgeben will, damit der aufgeschobene Unterhalt umgangen werden kann und mit dem Erlös aus diesen Gebäuden ein finanzieller Beitrag an das neue zentrale Verwaltungsgebäude geleistet werden kann.

Für die Kommission bleiben in diesem Zusammenhang folgende Fragen offen:

- Teilt das Parlament die Absicht des Gemeinderates, die fünf von der Verwaltung genutzten Gebäude zu deinvestieren, das heisst zu verkaufen oder im Baurecht abzugeben? Gibt es ParlamentarierInnen, welche der Meinung sind, es solle nur eine eingeschränkte Devestition erfolgen?
- Ist es richtig, dass das Hochhaus des Kongresshauses vorzeitig aus diesen Überlegungen ausgeschlossen wird? Im Zusammenhang mit dem Wettbewerb zum Verwaltungsgebäude wurden Stimmen laut, welche sich ein Hochhaus wünschten. Es wurde geantwortet, ein Hochhaus sei für eine Verwaltung äusserst ungünstig. Trotzdem soll das Kongresshaus-Hochhaus weiterhin als Reserve für die Verwaltung zur Verfügung stehen. Die Organisation spielt plötzlich keine Rolle mehr.
- Welche Konsequenzen entstehen für die Pensionskasse, wenn die Stadt ein zentrales Verwaltungsgebäude baut und so die Pensionskasse die Mietzinse der Stadt verliert? Kann die Pensionskasse die leeren sanierten oder nicht sanierten Gebäude wieder vermieten? Entstehen zusätzliche neue Angebote für Dienstleister beispielsweise im Bachmann-, Gassmann- oder Shopping-Areal?

Aufgrund der Ausführungen des Gemeinderats im Bericht ist die Kommission einstimmig der Meinung, dass die Diskussion "Umgang mit städtischen Verwaltungsgebäuden" im Stadtrat geführt werden muss, und zwar bevor der

Gemeinderat die Arbeiten für die Devestition in Angriff nimmt. Die Kommission glaubt, dass die Sachzwänge für einen Verkauf respektive für die totale Devestition steigen, wenn diese Diskussion gleichzeitig wie die Projektierung des neuen Gebäudes geführt wird. Eine freie Meinungsbildung ist nicht mehr möglich, da jeder Nichtverkauf als Verteuerung des Projekts angeschaut werden könnte. Die Kommission wünscht deshalb, dass im Stadtrat eine eingehende Diskussion darüber geführt wird, ob alle Gebäude verkauft oder ob einzelne Teile des Tafelsilbers behalten werden sollen. Allenfalls könnte ein Teil der Gebäude für Verwaltung und Öffentlichkeit umgenutzt werden. Die Kommission befürchtet, dass ein zentrales Verwaltungsgebäude Entscheide präjudiziert, wonach Gebäude verkauft werden müssen, um diesen Bau zu finanzieren. Deshalb schlägt sie dem Stadtrat den auf den Tischen aufliegenden Änderungsantrag vor. Der Gemeinderat soll erst dann beauftragt werden, diese Arbeiten anzugehen, wenn diese Diskussion im Stadtrat geführt worden ist und die Entscheide für das weitere Vorgehen gefällt sind.

Morier-Genoud Michèle, au nom du Groupe socialiste: Vous avez sur votre table la proposition de modification du Groupe socialiste concernant le point 3. Si vous regardez les deux propositions, l'objectif de cette modification, proposé par le Groupe socialiste, vise surtout la transparence. Nous aimerions mettre un accent dans l'agencement des deux points. Le Conseil municipal doit entamer les travaux préparatoires correspondants, qui comprennent l'analyse des différentes solutions possibles pour les bâtiments concernés, comme le bâtiment de la rue du Contrôle, du Bourg et les autres, afin que le Conseil municipal puisse proposer au Conseil de ville différentes solutions possibles. Ainsi, le Conseil de ville pourra prendre position, de manière éclairée. Cette proposition concerne surtout l'ordre dans lequel nous allons procéder afin de décider. Merci de votre attention.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum war ja ursprünglich dagegen, dass eine Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade gebildet wird. Was wir heute Abend erleben, ist genau das, was auch ohne Kommission passiert wäre: alle kommen mit eigenen Vorschlägen. Die Kommission hat gearbeitet und es kommen nun Anträge aus Fraktionen, welche sich in kleinen Details von den Anträgen der Kommission unterscheiden. Ich verstehe die Fraktionen nicht. Die Fraktion Forum wird den Antrag der Kommission annehmen und alle anderen ablehnen.

Rüfenacht Daphné, Fraktion Grüne Biel: Die Nachnutzung der bestehenden Verwaltungsgebäude muss diskutiert werden. Zudem muss die Diskussion der Devestition respektive ob die Gebäude in Zukunft vermietet, im Baurecht abgegeben oder verkauft werden sollen, geführt werden. Ich bin der Meinung, dass es sich hier um zwei verschiedene Debatten handelt, welche aber miteinander verknüpft sind. Die Fraktion Grüne Biel möchte beide Diskussionen im Stadtrat führen. Sie ist der Meinung, dass diese Debatte erfolgen muss, bevor die Verhandlungen mit möglichen KäuferInnen respektive BaurechtnehmerInnen stattfindet. Sie meint, der Entscheid, ob beispielsweise das Kontrollgebäude verkauft oder vermietet wird, vor allem ein politischer und kein rein finanzieller Entscheid sei. Sowieso müssen die möglichen Interessierten wissen, ob sie ein Gebäude kaufen, oder ob sie BaurechtnehmerIn werden können. Deshalb unterstützt die Fraktion Grüne Biel den Antrag der Kommission. Zudem erwartet sie, dass der Gemeinderat prüft, wie die zukünftigen KäuferInnen oder BaurechtnehmerInnen verpflichtet werden können, ihre Gebäude

nach energetischen Vorgaben zu renovieren. Zum Beispiel könnte die Stadt in den Kauf- oder Baurechtsverträgen integrieren, dass eine Sanierung nach Minergiestandard bis im Jahr - sagen wir mal 2020 - erfolgen soll. Nur so dürfte sich die Stadt damit brüsten, sie unternehme mit dem Bau des zentralen Verwaltungsgebäudes etwas für die Reduktion der Treibhausgase.

Der Antrag der Fraktion Grüne Biel ist etwas verwirrend. Er verlangt eigentlich keine Änderung (*Gelächter im Saal*), das ist blöd gegangen. Zu II möchte die Fraktion Grüne Biel ja Ziffer 2 neu unter I behandeln. Das erklärte ich bereits vorhin. Bei Ziffer 3 unterstützt unsere Fraktion den Vorschlag der Kommission. Sie hat keine neue Version verfasst. Auf dem gelben Blatt steht eigentlich noch der Vorschlag des Gemeinderats ohne Änderung. Dies ist eigentlich nicht ein Vorschlag der Fraktion Grüne Biel. Es sollte nur darauf hingewiesen werden, dass Ziffer 3 neu unter I Ziffer 2 stehen müsste. Ist das klar? (*Gelächter im Saal*)

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Der Gemeinderat hat klar dargelegt, wie das Belegungskonzept des neuen Verwaltungsgebäudes aussehen soll. Die Verwaltungsmeile soll vom Kongresshaus bis zum Gebäude der Feuerwehr konzentriert werden. Die damit nicht mehr verwendeten Gebäude sollen devestiert oder umgenutzt werden. Die Idee ist, dass so viele Mitarbeitende wie möglich im zentralen Verwaltungsgebäude untergebracht werden. Wer dort keinen Platz findet, soll im Kongresshaus Hochhaus integriert werden. Die restlichen Räumlichkeiten im Hochhaus könnten wie bis anhin vermietet werden. So simpel und einfach die Strategie ist, so simpel und einfach kann diese auch umgesetzt werden. Auch der Gemeinderat ist nicht überzeugt, dass ein Hochhaus die ideale Lösung für eine Verwaltung ist, aber das Kongresshaus Hochhaus steht nun mal. Die Stadt war in einer schwierigen Lage, als Teletext auszog. Das Haus wurde für Teletext umsanziert und es musste nach neuen Lösungen gesucht werden. Daraus entstand die heutige Situation.

Die Finanzierung des neuen Verwaltungsgebäudes kann nur gewährleistet werden, wenn aus den bestehenden Liegenschaften ein Ertrag erwirtschaftet werden kann. Sofern die Idee besteht, dass die alten Gebäude durch die Stadt saniert und für kulturelle oder soziale Zwecke umgenutzt werden sollen, muss das Projekt eines neuen Verwaltungsgebäudes abgebrochen werden. Dann wäre es nicht mehr vertretbar. Finanzpolitisch ist es nötig, diesen Entscheid jetzt zu treffen, weil im Kontrollgebäude erhebliche Sanierungen im Umfang von Minimum CHF 10 Mio. anstehen. Bevor diese Sanierungen gemacht werden, muss abgeklärt werden, ob die Stadt dieses Gebäude überhaupt noch will. Wenn der Stadtrat zum Schluss kommt, dass er gerne ein neues Verwaltungsgebäude hätte, aber gleichzeitig die übrigen Gebäude behalten möchte, dann geht die Rechnung nicht mehr auf. Dann muss ich sagen, dass ich das Geschäft ablehnen muss. Es ist unmöglich, sowohl ein neues Gebäude zu haben als auch die alten weiterhin für andere Bedürfnisse zu nutzen.

Ich habe Verständnis dafür, dass diese Diskussion geführt werden soll. Bei jedem einzelnen Gebäude muss entschieden werden, ob es vermietet, im Baurecht abgegeben oder verkauft werden soll. Der Gemeinderat ging davon aus, dass die Unterlagen genügend klar seien. Will der Stadtrat diese Diskussion nicht heute führen, muss dies akzeptiert werden. Es ist mir aber noch nicht ganz klar, was es bedeuten würde, den Antrag der Kommission umzusetzen. Würde dies bedeuten,

dass der Gemeinderat nochmals einen Bericht verfasst, oder würde der vorliegende Bericht an der nächsten Sitzung behandelt? Falls dies der Fall wäre, verstehe ich nicht, weshalb die Diskussion nicht heute geführt werden kann.

Ich möchte dem Stadtrat einen anderen Vorschlag unterbreiten. Für mich ist der Antrag der Fraktion SP der richtige. Es wurde immer bemängelt, es seien zu wenig genaue Zahlen über die Kosten des Baus vorhanden. Es wurde gesagt, für Einsparungen von CHF 18'000.- müssten nicht CHF 45 Mio. investiert werden. Diese Aussage ist so falsch. Es handelt sich um einen Gewinn nach allen (zum Teil auch überproportionalen) Abschreibungskosten. Aber diese Zahl setzt voraus, dass ein gewisser Teil devestiert werden kann. Die entscheidende Grösse in dieser Rechnung ist das Kontrollgebäude. Was passiert mit diesem? Wenn der Stadtrat will, dass das Kontrollgebäude weiterhin als Verwaltungsgebäude genutzt wird und die Stadt die Sanierung finanzieren soll, dann kann nicht gleichzeitig das neue Verwaltungsgebäude verlangt werden. Dann funktioniert es nicht mehr. Wenn CHF 10 Mio. in das Kontrollgebäude investiert werden müssen, fehlen diese für die Investition in das neue Verwaltungsgebäude.

Ich kann mir vorstellen, dass Überlegungen für die Verkaufs- bzw. Baurechtsbedingungen gemacht werden müssen. Inwieweit ökologische Gesichtspunkte berücksichtigt werden müssen, weiss ich nicht. Auch hier ist es so, je mehr Vorschriften gemacht werden, desto weniger Ertrag wird der Verkauf auslösen. Im Rahmen des Finanzhaushaltes II waren diese Liegenschaftsverkäufe ja bereits geplant. Deshalb ersuche ich den Stadtrat, dem Gemeinderat die Erlaubnis zu erteilen, den Verkauf dieser Gebäude anzugehen. Bisher wurde noch nichts in dieser Richtung unternommen. Wenn aber im April 2010 über den Projektierungskredit gesprochen wird, kann der Stadtrat konkrete Zahlen erwarten. Diese Zahlen können jedoch nur erhoben werden, wenn auf dem Markt getestet werden kann, wie viel diese Gebäude in etwa abwerfen. Ich verspreche dem Stadtrat, dass daraus kein Sachzwang entsteht und empfehle, den Antrag der Fraktion SP zu unterstützen. Dieser beauftragt den Gemeinderat, jetzt mit den Arbeiten anzufangen, damit endlich Untersuchungen durchgeführt werden können. Vielleicht gelange ich dann im April 2010 an Sie und muss sagen, es tut mir leid, kein Mensch interessiert sich für das Kontrollgebäude. Dann entfällt ein wichtiger Teil der Argumentation für das neue Verwaltungsgebäude. Gleichzeitig könnte sich klären, ob es einen besseren Zeitpunkt für den Verkauf gibt. Es kann jetzt nicht gesagt werden, es herrsche Krisenstimmung, niemand wolle diese Gebäude kaufen. Es weiss auch niemand, wie viel für die alten Gebäude verlangt werden kann, wenn der Stadtrat es dem Gemeinderat nicht ermöglicht, diese Frage auf dem Markt zu klären. Dies selbstverständlich ohne dass irgendwelche Verpflichtungen eingegangen werden. Der Stadtrat wird die Möglichkeit behalten, einen anderen Entscheid zu treffen. Es geht vorerst nur darum, dass der Stadtrat weiss, was er in etwa zu erwarten hat.

Deshalb fände ich es wichtig, die Diskussion zur Devestition nicht auf dem im heutigen Bericht vorliegenden Wissensstand aufzubauen. Dieser Diskussion sollte ein Bericht zu Grunde liegen, welchen der Gemeinderat hoffentlich zusammen mit dem Projektierungskredit vorlegen kann und welcher erste Resultate unserer Bemühungen auf dem Markt wiedergibt sowie eine klare Auflistung der Gebäude, ihrer Möglichkeiten, Chancen und Risiken. So würde - gestützt auf eine bessere Faktenlage - die Möglichkeit bestehen, eine Entscheidung zu treffen. Das neue

Verwaltungsgebäude hat finanziell nur dann eine Chance, wenn es teilweise durch Devestitionen finanziert werden kann.

Ich könnte es nicht vertreten, neben dem neuen Verwaltungsgebäude und Kongresshaus Hochhaus, welches die Stadt auch viel kostet, auch das Kontrollgebäude sanieren zu müssen. Damit wäre der Grund, weshalb wir heute diskutieren, ad absurdum geführt. Wegen dem Tafelsilber: Es wird ein Verwaltungsgebäude an bester Lage erstellt. Das Tafelsilber wird also nicht verkauft, sondern umgeschmolzen. Ich glaube, das ist die wichtige Diskussion, welche geführt werden muss: Was soll in den Schmelzofen für das neue Verwaltungsgebäude? Dementsprechend ersuche ich den Stadtrat aus tiefster Überzeugung, im Punkt II Ziffer 3 den Antrag der Fraktion SP zu unterstützen und diese Diskussion heute nicht gestützt auf der vorliegenden Aktenlage zu führen, sondern diese voraussichtlich im April 2010, wenn der Projektierungskredit zum Verwaltungsgebäude vorliegt, zu führen. Gleichzeitig kann dann auch über den Antrag Ziffer 4 der Grünen diskutiert werden über die Synergien im Bereich des Personals und über die Vorteile, welche ein zentrales Verwaltungsgebäude für die Dienstleistungen und den Service Public hat.

Motion d'ordre

Stöckli Schwarzen Heidi, Kommission Struktur und Esplanade: Wie wir gehört haben, stehen finanzielle Überlegungen im Raum. Es stellt sich die Frage, ob sich die Stadt wie ein privater Unternehmer gebärden kann. Ist es das einzige Argument, diese Gebäude zu verkaufen, damit Geld zur Verfügung steht oder hat die Stadt auch noch andere Verantwortungen beispielsweise gegenüber dem Kulturgut? Die Kommission ist der Meinung, dass diese Grundsatzdiskussion vorgängig geführt werden muss. Dann können gewisse Vorentscheidungen gefällt werden und je nach dem kann weitergemacht werden oder das ganze Projekt fällt zusammen. Dies ist die Meinung der Kommission. Ich möchte einen Sitzungsunterbruch beantragen von fünf Minuten, um die Kommission und die Fraktionspräsidien zusammenzurufen und abzuklären, ob sich etwas verändert oder ob alle bei ihrer Meinung bleiben. **Ich stelle den Antrag auf Sitzungsunterbruch.**

Vote

sur la motion d'ordre d'interrompre la séance pour dix minutes

La motion d'ordre est acceptée.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Je laisse le soin à Madame Stöckli Schwarzen d'organiser sa petite conférence. Nous reprenons les débats à 22h45.

Interruption de la séance: 22h35- 22h45

Stöckli Schwarzen Heidi, Kommission Struktur und Esplanade: Die Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade ist bereit, ihren Antrag zugunsten desjenigen der Fraktion SP zurückzuziehen. Dies aber mit der Auflage, dass der Bericht über das

weitere Vorgehen mit den städtischen Gebäuden in der gleichen Stadtratssitzung behandelt wird wie der Projektierungskredit für das neue Verwaltungsgebäude. Die Diskussion über diese Gebäude muss vorgängig zum Projektierungskredit geführt werden können. Gleichzeitig hat der Stadtpräsident und Finanzdirektor auch Zugeständnisse gemacht, was den Inhalt des Berichts anbelangt. Ich würde ihm gerne das Wort übergeben (*Gelächter im Saal*).

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich danke für die konstruktive Mitarbeit zu später Stunde. Wenn der Antrag der Fraktion SP unterstützt wird, kann der Gemeinderat mit den Abklärungen auf dem Markt beginnen und der Bericht über die städtischen Gebäude könnte gleichzeitig mit dem Projektierungsbericht vorgelegt werden. Voraussichtlich wäre das im April 2010, ich möchte mich zeitlich aber nicht festlegen. Der Fahrplan muss ja jetzt nicht mehr dermassen koordiniert laufen. Ziel ist es, den Projektierungskredit im ersten Halbjahr 2010 zu sprechen. Da die Volksabstimmung voraussichtlich erst im November 2010 oder März 2011 stattfinden wird, muss diese Diskussion nicht zwingend bereits im April 2010 geführt werden. Sicher werden aber die Berichte zu II Ziffer 4 betreffend Personal und II Ziffer 3 sowie der Projektierungskredit gleichzeitig vorliegen.

Zum Inhalt: Es ist absolut legitim, dass vor einer Entscheidung detaillierte Informationen vorliegen müssen. Deshalb wird der Gemeinderat den Bericht mit folgenden Elementen ergänzen:

- Bei allen Gebäuden wird die kulturpolitische Bedeutung dargelegt. Es wird darüber informiert, welche Rolle das Gebäude in der Geschichte der Stadt spielt.
- Es wird aufgeführt werden, welche Sanierungskosten anfallen, wenn die alten Gebäude weiterhin für die Verwaltungstätigkeit genutzt würden.
- Eventuelle Einschränkungen im Bereich Denkmalpflege werden angeführt, damit klar ist, was mit den Gebäuden überhaupt gemacht werden kann, falls sie im Baurecht abgetreten oder verkauft würden.
- Es wird für alle Gebäude abgeklärt, welche energiepolitischen Möglichkeiten sich bei einer Umnutzung ergeben würden.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: J'aimerais prier les Conseillers et Conseillères de ville de bien vouloir rester à leur place, afin que nous puissions passer au vote. Je vous informe qu'il y a plusieurs votations.

Tout d'abord, nous allons voter sur les propositions de modification. Nous passerons ensuite au vote des points du projet d'arrêté et nous terminerons par le projet d'arrêté dans sa totalité.

Au premier vote, nous avons la proposition de modification faite par la Commission "Structures biennoises 2013 et Esplanade" (feuille verte). Au chiffre I point 2, il s'agit d'ajouter au texte: "*de même valeur*" / "*gleichwertigem*".

Vote

sur la proposition de modification de la Commission "Structures biennoises 2013 et Esplanade"

La proposition de modification est acceptée.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: La deuxième proposition de modification émane également de la Commission "Structures biennoises 2013 et Esplanade" (feuille verte). Au chiffre romain I point 3, il s'agit de modifier comme suit: *"Un crédit d'engagement de 1'200'000 fr. accordé à la charge du compte 54000.0333 pour l'élaboration de l'avant-projet du bâtiment administratif centralisé sur l'Esplanade du Palais des Congrès."*

Vote

sur la proposition de modification de la Commission "Structures biennoises 2013 et Esplanade"

La proposition de modification est acceptée.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: La troisième proposition de modification est faite par le Groupe des Verts (feuille jaune) qui demande d'ajouter au chiffre I un nouveau point 4: *"Avec le rapport sur l'avant projet du bâtiment administratif, le Conseil municipal présente au Conseil de ville un rapport complémentaire chiffré concernant les gains de qualité, des prestations fournies et les économies pouvant résulter d'une centralisation spatiale de l'administration municipale. Ce rapport doit également porter sur les faiblesses actuelles de celle-ci, les corrections qu'apporteraient la centralisation et les effets sur les conditions de travail du personnel municipal"*.

Vote

sur la proposition de modification du Groupe des Verts

La proposition de modification est acceptée.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous avons une quatrième proposition de modification venant du Groupe des Verts (feuille jaune) qui demande d'ajouter un point 5 au chiffre I, en remplacement du point 2 au chiffre II. Il s'agit de ce texte: *"Der Stadtrat beauftragt den Gemeinderat, die Verhandlungen bezüglich des Landverkaufs Shopping-Central mit der Alpine Finanz AG im Sinne der im Bericht dargestellten Rahmenbedingungen weiterzuführen. Der Gemeinderat wird beauftragt, bei der Käuferin darauf hinzuwirken, dass sich diese am Nahwärmeverbund anschliesst, soweit Letzterer umgesetzt wird."*

Vote

sur la proposition de modification du Groupe des Verts

La proposition de modification est acceptée.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: La cinquième proposition de modification émane du Groupe socialiste (feuille orange) qui demande d'ajouter une phrase au chiffre II point 3. Le point 3 serait le suivant: *"d'entamer les travaux préparatoires correspondants pour les changements d'affectation et/ou les désinvestissements concernant les bâtiments actuels de l'Administration municipale et de les soumettre au Conseil de ville sous un point séparé de l'ordre du jour pour discussions et décision indépendante non liée au projet d'arrêté du projet Esplanade."*

Vote

sur la proposition de modification du Groupe socialiste

La proposition de modification est acceptée.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Ainsi le texte est préparé pour être soumis au vote. Un vote par point séparé est-il demandé? C'est le cas, nous allons voter séparément point par point.

Vote

sur le point I.1: Un crédit d'engagement de 2'500'000 fr. est accordé pour l'étude du parking souterrain de l'Esplanade du Palais des Congrès à la charge du compte 54000.0374, entité comptable du financement spécial des places de stationnement 2281.3950.

Le point I.1 est accepté.

sur le point I.2 (modifié): Un crédit d'engagement de 950'000 fr. est accordé à la charge du compte 56000.0220 pour l'étude des aménagements extérieurs de l'Esplanade du Palais des Congrès, y compris le remplacement de la surface utile **de même valeur** perdue par le CAJ.

Le point I.2 est accepté.

sur le point I.3 (modifié): Un crédit d'engagement de ~~2'800'000 fr.~~ **1'200'000 fr.** est accordé à la charge du compte 54000.0333 pour l'étude **l'élaboration de l'avant-projet du bâtiment administratif centralisé** avec (ou sans) ~~une salle du Conseil de ville~~ sur l'Esplanade du Palais des Congrès.

Le point I.3 est accepté.

sur le point I.4 (nouveau): **Avec le rapport sur l'avant projet du bâtiment administratif, le Conseil municipal présente au Conseil de ville un rapport complémentaire chiffré concernant les gains de qualité, des prestations fournies et les économies pouvant résulter d'une centralisation spatiale de l'Administration municipale. Ce rapport doit également porter sur les faiblesses actuelles de celle-ci, les corrections qu'apporteraient la centralisation et les effets sur les conditions de travail ergonomiques du personnel municipal.**

Le point I.4 est accepté.

sur le point I.5 (nouveau): **Le Conseil de ville charge le Conseil municipal de poursuivre les négociations avec la société Alpine Finanz AG concernant la vente de terrain dans le secteur du Shopping-Central dans le sens des conditions-cadre présentées dans le rapport. Le Conseil municipal est chargé d'intervenir auprès de l'acquéreuse, afin qu'elle raccorde le bâtiment au réseau de chauffage de proximité, dans la mesure où celui-ci aura été réalisé.**

Le point I.5 est accepté.

sur le point I.6 (qui remplace l'ancien point I.4): Toute dépense supplémentaire due au renchérissement est d'ores et déjà approuvée.

Le point I.6 est accepté.

sur le point I.7 (qui remplace l'ancien point I.5): Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à procéder à des modifications de projet s'avérant nécessaires ou indispensables, dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet. Le Conseil municipal est habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

Le point I.7 est accepté.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Ainsi, nous avons le point I en totalité. Nous devons voter ce point I en totalité et compter les voix, car il est soumis au référendum facultatif.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: (*Unruhe im Saal*) Es gilt die deutsche Version. Es braucht kein fakultatives Referendum.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: La référence légale n'est effectivement pas la même. Nous passons au chiffre II.

Vote

sur le point II.1: de clore la procédure de la modification partielle de la réglementation partielle en matière de construction «Aire de l'usine à gaz» telle que présentée dans le rapport

Le point II.1 est accepté.

sur le point II.2 (remplacé par le point II.3 modifié): ~~de poursuivre les négociations avec la société Alpine Finanz AG concernant la vente de terrain dans le secteur du Shopping Central dans le sens des conditions cadre présentées dans le rapport et d'entamer les travaux préparatoires requis~~ **correspondants** pour les changements d'affectation et/ou les désinvestissements concernant **des** bâtiments actuels de l'Administration municipale ~~tels que présentés dans le rapport,~~ **et de les présenter au Conseil de ville pour débat sous un point spécial de l'ordre du jour et en vue d'un arrêté distinct non lié au projet d'arrêté concernant le projet «Esplanade».**

Le point II.2 est accepté.

sur le point II.3 (supprimé): ~~d'entamer les travaux préparatoires requis pour les changements d'affectation et/ou les désinvestissements concernant les bâtiments actuels de l'Administration municipale tels que présentés dans le rapport,~~

La suppression du point II.3 est acceptée.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Pour terminer nous allons voter la totalité du projet d'arrêté.

Vote final

- I. Vu le rapport du Conseil municipal du 13 novembre 2009 concernant «Esplanade - Biel/Bienne 2013 / Crédits d'étude» **et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a** du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville **arrête:**
 1. Un crédit d'engagement de 2'500'000 fr. est accordé pour l'étude du parking souterrain de l'Esplanade du Palais des Congrès à la charge du compte 54000.0374, entité comptable du financement spécial des places de stationnement 2281.3950.
 2. Un crédit d'engagement de 950'000 fr. est accordé à la charge du compte 56000.0220 pour l'étude des aménagements extérieurs de l'Esplanade du Palais des Congrès, y compris le remplacement de la surface utile de même valeur perdue par le CAJ.
 3. Un crédit d'engagement de 1'200'000 fr. est accordé à la charge du compte 54000.0333 pour l'élaboration de l'avant-projet du bâtiment administratif centralisé sur l'Esplanade du Palais des Congrès.
 4. Avec le rapport sur l'avant projet du bâtiment administratif, le Conseil municipal présente au Conseil de ville un rapport complémentaire chiffré concernant les gains de qualité, des prestations fournies et les économies pouvant résulter d'une centralisation spatiale de l'Administration municipale. Ce rapport doit également porter sur les faiblesses actuelles de celle-ci, les corrections qu'apporteraient la centralisation et les effets sur les conditions de travail ergonomiques du personnel municipal.

5. Le Conseil de ville charge le Conseil municipal de poursuivre les négociations avec la société Alpine Finanz AG concernant la vente de terrain dans le secteur du Shopping-Central dans le sens des conditions-cadre présentées dans le rapport. Le Conseil municipal est chargé d'intervenir auprès de l'acquéreuse, afin qu'elle raccorde le bâtiment au réseau de chauffage de proximité, dans la mesure où celui-ci aura été réalisé.
 6. Toute dépense supplémentaire due au renchérissement est d'ores et déjà approuvée.
 7. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à procéder à des modifications de projet s'avérant nécessaires ou indispensables, dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet. Le Conseil municipal est habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.
- II. Vu le rapport du Conseil municipal du 13 novembre 2009 concernant «Esplanade - Biel/Bienne 2013 / Crédits d'étude», le Conseil de ville de Bienne charge le Conseil municipal
1. de clore la procédure de la modification partielle de la réglementation partielle en matière de construction «Aire de l'usine à gaz» telle que présentée dans le rapport;
 2. d'entamer les travaux préparatoires correspondants pour les changements d'affectation et/ou les désinvestissements concernant des bâtiments actuels de l'Administration municipale et de les présenter au Conseil de ville pour débat sous un point spécial de l'ordre du jour et en vue d'un arrêté distinct non lié au projet d'arrêté concernant le projet «Esplanade».

246. 20080314 Déplacement de la rue de Gottstatt (rue Jakob-Stämpfli - pont sur la Suze)

Rüfenacht Martin, GPK: Auch dies ist ein Baugeschäft, welches einem straffen Tempo unterworfen wird. In diesem Zusammenhang ist dies ein gutes Zeichen: Der Gemeinderat will rasch und zügig vorwärts machen, sei dies, um die regionale Wirtschaft zu unterstützen oder um die Investoren (Swatch Group, Omega und so weiter) zufrieden zu stellen. Es soll gezeigt werden, dass die Verwaltung und der Gemeinderat schnell und effizient arbeiten können und wollen.

Komplexe Vorhaben, welche sowohl für alle Beteiligten vieles vereinfachen als auch eine Win-win-Situation schaffen, sind eher selten. Hier scheint dies der Fall zu sein. Gemäss Aussagen der Baudirektion wurde die überarbeitete Brücke bereits jetzt in einem besseren Winkel gebaut, damit sie schon richtig steht, falls die Strasse einmal begradigt werden sollte. Das ist visionär und der damalige Entscheid war richtig. Mit der Verlegung der Strasse wird ein lästiger Verkehrsknotenpunkt eliminiert. Die Strasse wird soweit möglich für alle Benutzenden sicherer. Auch die Begradigung der Parzellen ist in vieler Hinsicht hilfreich und macht sie attraktiver. Das Trottoir auf der

Nordseite wird verbreitert. Es gibt drei neue Bäume und für den Trolleybus werden Leitungen gebaut. Auch die Trennung dieses Geschäfts in zwei verschiedene Geschäfte, nämlich in das der Strassenverlegung und in das der Kanalisation ist richtig. Die Kanalisationsumlagerung ist Voraussetzung für den Swatch-Verkauf und die Umlegung der Strasse ist Voraussetzung für den Vertrag mit Omega. Deshalb macht es Sinn, diese Geschäfte zu trennen.

Auch die gesonderte Rechnungsstellung im Beschlussesentwurf für Gas und Wasser entspricht den gesetzlichen Bestimmungen. Die GPK hat in der Verwaltung nachgefragt und wurde auf das Kantonale Gewässerschutzgesetz (BSG 821.0) aufmerksam gemacht, gemäss welchem diese Bereiche gesondert ausgewiesen werden müssen. Dem vorliegenden Antrag der Fraktionen Forum und SVP plus kann die GPK nicht zustimmen. Sie liess diesen Punkt abklären und - wie gesagt - kann gemäss Kantonalem Gewässerschutzgesetz (BSG 821.0) Art. 24 ff nicht der ganze Betrag über die Spezialfinanzierung abgerechnet werden.

Störend bleiben die zu tiefe Berechnung und die falsche Prognose in der Botschaft zur Volksabstimmung vom 30. November 2008 über die "Neuordnung der Eigentums- und Planungsverhältnisse Gygax-Areal, Omega-Areal und Gurzelen". Diese passierten vielleicht in der Eile. Die Problematik, welche durch die Umlegung der Leitungen entsteht, wurde nicht erkannt. Jetzt seien die Berechnungen richtig. Da niemand zu Schaden gekommen ist, kann die GPK das gewählte Vorgehen unterstützen. Unter Berücksichtigung aller Fakten und Unterlagen stimmt sie diesem Geschäft zu.

Moser Peter, Fraktion Forum: Dieses Geschäft ist ein Folgegeschäft des Geschäftes "Neuordnung der Eigentums- und Planungsverhältnisse im Gebiet Gygax-Areal / Omega-Areal / Gurzelen", das im Oktober 2008 im Stadtrat behandelt wurde. Die Fraktion Forum und das Volk haben dieses Geschäft angenommen. Deshalb sagt die Fraktion Forum auch zu diesem neuen Geschäft einstimmig ja.

Beim Abänderungsantrag der Fraktion Forum geht es um die vom Gemeinderat vorgeschlagene Finanzierung. Die Fraktion Forum hat einen Einwand, deshalb hat sie diesen Abänderungsantrag gestellt. Er liegt auf den Tischen auf und ich lese ihn nicht nochmals vor. Weshalb dieser Antrag? Im Bericht des Gemeinderats zum oben erwähnten Geschäft auf Seite 4 stand, dass mit dem zu realisierenden Buchgewinn von CHF 17,8 Mio. unter anderem die Begradigung der Gottstattstrasse bezahlt würde. Dieser Buchgewinn floss in die Spezialfinanzierung Stadtentwicklung (SGR 858.1). Allerdings stand auf einer hinteren Seite eine kleine Einschränkung, welche besagt, dass *"die Gesamtkosten werden zum Teil der Spezialfinanzierung Stadtentwicklung belastet."* Genau dieser Passus ist in der heutigen Vorlage wieder enthalten. Ich rufe in Erinnerung, dass die Stadt letztes Jahr aus diesem Landgeschäft einen Buchgewinn von CHF 17,8 Mio. erwirtschaften konnte. Daher gibt es für die Fraktion Forum für die Finanzierung des vorliegenden Geschäfts zwei Möglichkeiten oder Thesen. Im Gespräch mit dem Delegierten für Finanzfragen, Franz Hostettler, konnte ich diese abklären:

- These eins: Der Verursacher kommt für die Kosten auf. Wenn ein Privater das vorliegende Geschäft realisieren wollte, würde ihm die Stadt klar sagen, dies sind die Kosten und der Verursacher hat diese zu bezahlen.

- These zwei (das ist diejenige, von der die Stadt ausgeht): Wo Sonderrechnungen (nicht Spezialfinanzierungen!) bestehen, wie es im vorliegenden Geschäft mit den Werken Gas, Wasser und Elektrizität der Fall ist, wird diesen Werken ein partieller Mehrwert belastet.

Die Fraktion Forum neigt zur These eins und sagt, wenn die Stadt Biel schon einen solchen Buchgewinn erwirtschaften kann und im Bericht sagt, die Kosten der Umlegung Gottstattstrasse würden mit diesem Gewinn bezahlt, dann soll sie dies auch tun. Eine Belastung über die Sonderrechnung der Werke hat früher oder später einen Einfluss auf die Tarife und diese wiederum auf die Belastung der ESB-Kunden. Damit hat die Fraktion Forum Mühe. Normalerweise wirft der Stadtrat den Privaten vor, sie würden Gewinn privatisieren und Verluste sozialisieren. Hier ist es eher umgekehrt. Die Fraktion Forum kämpft seit jeher gegen hohe und überhöhte Gebühren. Der Beschlussesentwurf zur Finanzierung muss im Sinn des Antrages der Fraktion Forum geändert werden, damit später nicht höhere Tarife bezahlt werden müssen. Das Geschäft mit dem Buchgewinn erleichtert die Argumentation der Fraktion Forum. Das Fazit ist, wer gegen höhere ESB-Gebühren ist, muss diesen Abänderungsantrag unterstützen.

Zusätzlich habe ich noch eine Frage an die Sicherheitsdirektorin: Im Oktober 2008 wurde ein überparteiliches Postulat überwiesen, welches eine innovative Energieversorgung für das fragliche Gebiet forderte. Wurde in dieser Hinsicht etwas unternommen? Gab es Gespräche mit der Swatch-Group? Die Omega versorgt schon heute mit ihrer Heizungszentrale, welche lustigerweise direkt neben dem ESB-Hauptgebäude steht, ihr ganzes Areal. Nun wird eine neue Strasse gebaut und auf der anderen Seite baut die Firma Swatch Group SA neue Gebäude. Ich gehe davon aus, dass dort die gleiche Heizzentrale vorgesehen wäre. Werden die Leitungen, welche wohl früher oder später für den Transport der Fernwärme vom einen zum anderen Grundstück nötig werden, bereits beim Neubau der Strasse vorgesehen oder muss diese später wieder aufgerissen werden, wenn die Firma Swatch Group SA diese Leitungen effektiv braucht?

Grob Urs, Fraktion SVP plus: Ich möchte mich kurz fassen. Die Fraktion SVP plus hat den gleichen Antrag wie die Fraktion Forum eingereicht. Sie stört sich vor allem an dem Finanzierungskonzept. Dieses geht nicht auf, auch wenn die GPK jetzt sagt, es sei im Gewässerschutzgesetz verankert, dass das Projekt so finanziert werden müsse. Ich sehe keinen Zusammenhang!

Für die Fraktion SVP plus ist es klar: die Stadt hat mit dem Landverkauf viel Geld eingenommen. Der Landverkauf kann aber nur realisiert werden, wenn zugleich die Strasse umgelegt wird. Im Zusammenhang mit dieser Umleitung gibt es halt auch Leitungen zu verlegen. Für die Fraktion SVP plus ist es klar, dass diese Leitungsverlegung mit Mitteln finanziert wird, welche die Stadt aus dem Landverkauf einnimmt. Es kann nicht sein, dass die Stadt einen Teil dieser Kosten über höhere Gebühren bei der Bieler Bevölkerung wieder hereinholt. Alle Werke werden durch Kosten belastet, welche ihnen auferlegt werden. Deshalb bitte ich den Stadtrat, den Änderungsantrag der Fraktionen Forum und SVP plus zu unterstützen.

Bösch Andreas, Fraktion Grüne Biel: Die Fraktion Grüne Biel stimmt diesem Geschäft ebenfalls zu. Bereits bei der Realisierung der Gottstattbrücke konnte auf

den Plänen erahnt werden, dass die Umlegung der Strasse einmal kommt. Die Fraktion Grüne Biel ist sehr froh, dass dieses Vorhaben nun realisiert wird. Die Verkehrssituation, insbesondere die Trottoirs, wird verbessert. Auch in unserer Fraktion kam die Frage auf, welche mit dem Änderungsantrag der Fraktionen Forum und SVP plus auf dem Tisch liegt. Wieso wird nicht der ganze Investitionsbetrag durch Buchgewinne des Landverkaufs gedeckt? Die Fraktion Grüne Biel ist gespannt auf die Antwort des Gemeinderats.

Zudem kam eine weitere Frage auf: Auf den Plänen ist ersichtlich, dass bei der Brücke ein Anschluss an den kommenden Fussweg geplant ist, welcher vom Taubenloch bis zum See führen wird. Dieser Anschluss ist jedoch nur in Richtung Taubenloch vorgesehen. Wie wird dieser Anschluss in Richtung See aussehen?

Lachat Thomas, Fraktion SP: Die Fraktion SP unterstützt das vorgelegte Projekt, obwohl die Kosten sehr hoch sind. Besonders freut es sie, dass es bald für FussgängerInnen und Velofahrende angenehmer sein wird, diese Kreuzung zu überqueren. Auch wenn das Centre Mondial der Firma Swatch Group SA in diesem Gebiet angesiedelt wird, hoffe ich, dass die Verkehrsführung im Kreisel nicht im Uhrzeigersinn laufen wird.

Köhli Hans-Ulrich, Fraktion GLP: Auch die Fraktion Grünliberale unterstützt diese Vorlage ganz klar. Es gibt eine Verbesserung. Für die Velofahrenden, welche von der Stämpfli- in die Gottstattstrasse fahren, wird es zwar eher eine Verschlechterung, der Rest ist aber eine viel grössere Verbesserung. Auf dieser Kreuzung gab es immer Probleme. Natürlich ist die Vorlage auch wegen dem Landgeschäft zu befürworten. Wegen der Finanzierung wird die Fraktion GLP den Vorschlag der Fraktionen Forum und SVP plus unterstützen.

Arnold Marc, SP: Es liegen zwei Projekte vor. Das eine ist die Umlegung der Gottstattstrasse, das andere ist die Umlegung der Kanalisation. Beide Projekte betreffen den gleichen Perimeter, es wird im gleichen Bereich gebaut. Meine Frage ist: Weshalb wurde dieses Geschäft unter dem Aspekt "Einheit der Materie" nicht zusammengenommen?

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke für die gute Aufnahme dieses Geschäfts, welches unbestritten zu sein scheint. Es ist sowohl für die Firma Swatch Group SA wie auch im Hinblick auf die Verkehrsberuhigung interessant. Alle Verkehrsteilnehmenden profitieren davon. Umstritten ist einzig die Finanzierungsfrage. Ich leite über zur verkehrstechnischen Situation: Es könnte der Eindruck aufkommen, nur die Firma Swatch Group SA sei für die Begradigung der Brücke und für die Verschiebung der Leitungen verantwortlich. Dies ist aber nicht ganz so. Die Baudirektion beabsichtigte schon längere Zeit, die Gottstattstrasse zu begradigen und parallel mit der Falkenstrasse zu führen. Dieses Projekt ruhte aber schon länger. Nun wird es, ausgelöst durch die Bautätigkeiten der Firma Swatch Group SA, realisiert. Deshalb ist es auch wichtig, wie die Finanzierung gelöst wird. An sich wird nichts anderes gemacht, als die Verkehrssituation verbessert. Deshalb gibt es einen Teil, der über die ordentliche Baurechnung geführt wird. Wenn aber Leitungen verschoben werden, läuft dies über den ESB. Da nicht die Firma Swatch Group SA verantwortlich ist, und es sich um eine normale verkehrstechnische Massnahme handelt, wurde dieses Projekt genau gleich wie eine normale

Leitungsumlegung aufgegleist. Deshalb möchte ich dem Stadtrat beliebt machen, nicht auf den Antrag der Fraktionen Forum und SVP plus einzutreten. Es entspricht der Praxis bei Strassenbegradigungen, dass es einen Bauteil gibt und die Verlegung der Leitungen über die Sonderrechnung abgerechnet wird. Die Firma Swatch Group SA kann nicht für diese Umlegung verantwortlich gemacht werden, da diese dem Konzept "Ausblick Verkehr und Gesamtschau über die Bieler Verkehrsplanung mit ihren kurz- und langfristigen Entwicklungsperspektiven" entspricht, welches in den Plänen enthalten ist.

Zur Frage von Herrn Bösch betreffend Uferweg in Richtung Westen: Herr Hayek hat sich dazu verpflichtet, diesen Weg auf seine Rechnung zu bauen. Also wird er dort weiter gehen. Der Spickel, der nach Osten eingezeichnet ist, könnte auch nach Westen fortgesetzt werden. So ist es auch in den Verträgen vorgesehen und die Firma Swatch Group SA hat sich verpflichtet, den Weg auf ihre Rechnung zu finanzieren.

Zu der Frage von Herrn Arnold betreffend Einheit der Materie. Dies wurde mehrmals juristisch abgeklärt. Das Vorgehen ist korrekt, die Geschäfte können unabhängig voneinander behandelt werden. Der Stadtrat kann die Kanalisation annehmen und die Gottstattbrücke ablehnen oder umgekehrt. Die Projekte überschneiden sich nicht, also ist die Einheit der Materie bei diesem Geschäft nicht verletzt. Dies wurde juristisch abgeklärt. Zu den andern Fragen wird der Finanzdirektor Stellung nehmen.

Ich möchte dem Stadtrat beliebt machen, dieses Geschäft, wie vom Gemeinderat vorgeschlagen, anzunehmen. Wenn die Finanzierung nun anders als vorgeschlagen erfolgen würde, wäre dies eine Abkehr von einer alten Praxis.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Herr Moser hat die Vorlage richtig zitiert, wenn auch vielleicht nicht ganz vollständig. Im Kapitel "Stadtentwicklung" auf Seite 4 wird tatsächlich beschrieben, dass der Buchgewinn unter anderem für die Begradigung der Gottstattstrasse verwendet werden soll. Auf Seite 34, wo die Details erörtert werden, wurde - wie auch in der Volksvorlage - ganz klar geschrieben, dass nur ein Teil der Kosten für die Verlegung Gottstattstrasse über die Spezialfinanzierung Stadtentwicklung finanziert werden soll.

Der Baudirektor sagte es vorhin: die Begradigung dieser Strasse war schon lange geplant, bevor der Gemeinderat durch eine geschickte Intervention die Previs-Geschichte regeln und das Land für die Firma Swatch Group SA sichern konnte. Auf Seite Omega fanden die Gespräche erst statt, nachdem der Entscheid zur Verlegung der Strasse gefällt wurde. Der beste Beweis ist der, dass die Brücke ja bereits entsprechend gebaut wurde, wie auch der GPK-Sprecher erwähnte. Es kommen noch zwei weitere Argumente dazu: Das eine ist, dass auch die Leitungen von Cablecom und Swisscom verlegt werden müssen. Diese Kosten gehen selbstverständlich weder zu Lasten des Verwaltungsvermögens respektive der Spezialfinanzierung noch zu Lasten des ESB. Sie gehen zu Lasten der Swisscom und der Cablecom. Das andere Argument ist, dass den Kosten, welche für Wasser, Gas und Strom entstehen, künftige Einnahmen entgegenstehen. Die Verlegung der Leitungen dient dazu, dass sowohl auf dem Omega-Areal als auch auf der Previs-Seite Erweiterungsbauten errichtet werden können. Deshalb ist es völlig richtig und auch unternehmerisch begründet, dass Kosten wie Wasser, Gas und Strom, welche

fest zugewiesen werden können, auch den Verursachern verrechnet werden. Es wäre nicht korrekt, wenn die normale Verwaltungsrechnung die ESB-Investitionen finanzieren müsste. Wirtschaftlich betrachtet ist die Verlagerung der Leitungen auch für den ESB interessant. Wenn ich es richtig verstehe, Herr Moser, geht es schlussendlich darum, CHF 725'000.- dem Buchgewinn zu belasten. Dies war weder im Bericht des Gemeinderats noch in der Botschaft zur Volksabstimmung vorgesehen. Ich möchte nicht, dass dem Gemeinderat nun ein Bein gestellt wird und dann die übrigen Massnahmen, welche mit dem Buchgewinn finanziert werden sollen, nicht realisiert werden können. Deshalb bitte ich den Stadtrat, dem Antrag der Fraktionen Forum und SVP plus nicht zuzustimmen. Auf das Thema Schmutzwasserleitung kommen wir noch im nächsten Traktandum zu sprechen.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Der ESB hat in diesem Gebiet auch Leitungen, die zum Teil noch aus den Fünzigerjahren stammen. Es bestehen noch einige Grauguss-Gasleitungen. Da bekannt war, dass die Gottstattstrasse begradigt wird, wurde mit diesem Ersatz zugewartet. Es handelt sich um Leitungen, die abgeschrieben sind und sowieso ersetzt werden müssten. Dies wird jetzt zusammen mit der Umgestaltung der Gottstattstrasse in einem Aufwisch gemacht. Ehrlicherweise muss ich aber auch sagen, dass zum Teil auch Leitungen neueren Datums vorhanden sind, welche jetzt noch nicht ersetzt hätten werden müssen. Ein Teil sind aber tatsächlich noch alte Graugussleitungen, welche zurückgestellt wurden und welche der ESB sowieso hätte erneuern müssen.

Herr Moser stellte zwei Fragen: Die eine ist, welche sinnvollen Energielösungen für dieses Gebiet gefunden werden könnten. Für den Gemeinderat steht ebenfalls ein Nahwärmeverbund im Vordergrund. Zwei Partner haben bereits zugesagt, nämlich einerseits das Hochhaus an der Falkenstrasse und andererseits die Schulanlage Champagne. Auch die Stiftung Previs ist interessiert und offen. Die Firma Swatch Group SA ist eher zurückhaltend und hat sich noch nicht entschieden. Am 8. Dezember 2009 fanden die letzten Gespräche statt. Die Firma Swatch Group SA tendiert im Moment eher auf eine Einzellösung, hat sich aber noch nicht definitiv entschieden. Ich muss wohl mit dem Finanzdirektor schauen, ob auch er nochmals mit der Firma Swatch Group SA Kontakt aufnehmen und sie vom Mitmachen überzeugen kann. Falls die Firma Swatch Group SA nicht mitmacht, ist der Nahwärmeverbund in Frage gestellt. Es wären zu viele Partner in einem zu kleinen Gebiet. Als Alternative für den ESB kämen dann unter Umständen Einzelcontracting-Lösungen in Frage. Dies müsste noch geklärt werden. Im Moment kann gesagt werden, dass sich drei von vier möglichen Partnern gerne einem Nahwärmeverbund anschliessen würden, aber noch ein Partner fehlt.

Zur Frage, ob bereits Leitungen vorgesehen können, muss ich sagen, dass dies leider nicht der Fall ist. Es besteht noch kein Projekt, welches dies ermöglichen würde. Es wäre nicht klar, für welches Volumen und zu welchen Konditionen diese Leitungen gebaut würden. Deshalb ist es leider unmöglich, jetzt schon entsprechende Vorarbeiten für den Nahwärmeverbund zu machen.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous devons voter sur la proposition d'amendement du Groupe Forum et du Groupe UDC plus (feuille bleue) qui demande de modifier le point 1 du projet d'arrêté de la manière suivante:

"Le projet de déplacement de la rue de Gottstatt sur le tronçon rue Jakob-Stämpfli - pont sur la Suze est approuvé. Un crédit d'engagement correspondant de 3'800'000 fr. est octroyé, dont ~~3'075'000 fr.~~ à la charge du financement spécial « Développement urbain ». ~~85'000 fr. du compte spécial Gaz, 160'000 fr. du compte spécial Eau et 480'000 fr. du compte spécial Electricité, est octroyé pour cela.~~

Vote

sur la proposition d'amendement du Groupe Forum et du Groupe UDC plus

La proposition d'amendement est refusée.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous allons voter sur le projet d'arrêté qui est soumis au référendum facultatif. Il faut donc compter les voix.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 6 novembre 2009, concernant le déplacement de la rue de Gottstatt, et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête** avec 40 OUI contre 0 NON et 7 abstentions:

1. Le projet de déplacement de la rue de Gottstatt sur le tronçon rue Jakob-Stämpfli - pont sur la Suze est approuvé. Un crédit d'engagement correspondant de 3'800'000 fr. est octroyé, dont 3'075'000 fr. à la charge du financement spécial « Développement urbain », 85'000 fr. du compte spécial Gaz, 160'000 fr. du compte spécial Eau et 480'000 fr. du compte spécial Électricité, est octroyé pour cela.
2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement est d'ores et déjà approuvé.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est expressément autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avéreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il peut déléguer cette compétence à la direction responsable du projet.
4. Selon l'art. 14, al. 1, let. a du Règlement de la Ville, l'arrêté de crédit est soumis au référendum facultatif. Le Secrétariat parlementaire est chargé de publier ledit arrêté avec la remarque correspondante.

247. 20090360 Aire Gygax / Déplacement de la canalisation

Rüfenacht Martin, GPK: In Anbetracht der fortgeschrittenen Zeit möchte ich mich im Namen der GPK kurz fassen: Die GPK hat alle ihr zur Verfügung stehenden

Unterlagen geprüft. Es handelt sich um ein zusammenhängendes Geschäft, welches bereits im schon erwähnten Vorgeschäft und in der Volksabstimmung behandelt wurde. Es hat eine Logik. Die Umlegung der Kanalisation muss so erfolgen, wie sie der Gemeinderat vorschlägt. Die GPK kann diesem Geschäft einstimmig zustimmen.

Donzé Pablo, au nom du Groupe des Verts Bienne: Lorsqu'un terrain à bâtir est vendu, il doit, pour des raisons formelles, être équipé. Mais paradoxalement, si une conduite le traverse, il est mal équipé. La Ville a oublié une canalisation importante lors de la vente du terrain à Swatch. Cet oubli est-il dû à une conclusion précipitée de l'affaire? Dans tous les cas, cela représente une facture de 3,6 mio. fr. pour les contribuables. Le Groupe des Verts ne s'opposera pas à l'arrêté, mais de telles erreurs doivent être évitées à l'avenir. Merci.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Si j'ai bien compris, Monsieur Grob, le Groupe UDC plus retire sa proposition de modification.

Nous allons voter sur le projet d'arrêté qui est soumis au référendum facultatif. Il faut donc compter les voix.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 6 novembre 2009, concernant Aire Gygax / Déplacement de la canalisation, et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête** avec 39 OUI contre 0 NON et 4 abstentions:

1. Un crédit d'engagement de 3'600'000 fr. est octroyé pour le déplacement de la canalisation sur l'aire Gygax.
2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement est d'ores et déjà approuvé.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est expressément autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avèreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il peut déléguer cette compétence à la direction responsable du projet.
4. Selon l'art. 14, alinéa 1, lettre a du Règlement de la Ville, l'arrêté de crédit est soumis au référendum facultatif. Le Secrétariat parlementaire est chargé de publier ledit arrêté avec la remarque correspondante.

248. Discours d'adieux à Marc Despont

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous devons prendre congé de Monsieur Marc Despont. Effectivement Marc, tu as décidé de quitter ce Conseil de

ville, après de nombreuses années actives. Au nom du Conseil de ville, je te remercie pour ton engagement. J'aimerais te souhaiter plein succès dans tes activités futures.

Nicati Alain, au nom du Groupe Forum: Cher ami Marc. Tu as passé de longues années dans notre Conseil de ville. Tu l'as fait à un haut niveau d'efficacité et cela mérite qu'on le dise! Lors de tes premières années parmi nous, très critique comme tu l'es avec toi-même, tu t'es toujours retenu de prendre la parole. Pendant un certain temps, nous nous sommes demandé, si ton silence était en français ou en allemand. Nous n'avons jamais pu résoudre le problème. Tout à coup, c'est parti! Comme tous les professionnels, pour qui chaque minute compte, tu as toujours su résumer tes interventions à l'essentiel, au vrai objet du débat, soit en allemand, soit en français, très probablement, sans que tu en sois conscient. C'est cela le bilinguisme! S'il fallait élever un monument au bilinguisme dans la Ville de Bienne, c'est bien toi que l'on verrait en pierre de taille, au milieu d'un(e) de nos places publiques. De plus, tu es habité d'un formidable caractère "boyscout", non seulement en été, lorsque nous mettons en place nos belles cravates, tu opposes tes pantalons courts. À chaque séance du Conseil de ville ou grâce à ta bonne action quotidienne, chacun trouve, au souper du Groupe Forum, le menu qu'il t'a prié de commander. Un immense merci, ami Marc.

Tu nous quittes et le Chef du Groupe Forum n'a pas encore mis le poste de chef du Service client au concours. Je pense que les membres du Groupe Forum devront venir, à la prochaine séance, avec des sandwiches. Dans le brouhaha normal de la fin d'une séance de groupe, entre ceux qui se taisent bruyamment et ceux qui ramassent leur veste tombée à terre, tu as reçu hier, les gestes de reconnaissance du Groupe Forum et du Parti Radical romand. Connaissant ton grand cœur, nous ne voulions pas donner ces reconnaissances ce soir, afin que tu ne sois pas obligé de partager tes cadeaux avec tous les membres du Conseil de ville. Encore une fois, merci Marc de cette sympathique présence dans notre Conseil de ville. Bonne route pour l'avenir de ton épouse, de ta famille, de tes enfants et de ton travail. Merci aussi pour tous les tuyaux que tu vas encore poser dans la Ville de Bienne!

Despont Marc, PRR: Merci pour ces belles paroles. Je ne dois pas partir ce soir, je serais encore là demain. J'ai fait un choix pour le futur de ma vie et je l'assume. Cela me fait un peu de la peine, car j'ai volontiers pris part aux séances du Conseil de ville pendant dix ans. Nous avons vécu de bons moments. Nous avons pu organiser l'Expo. 02 avec Monsieur Stöckli. Il nous mettait toujours la pression. Il fallait décider le soir même, sinon tout était fichu, nous disait-il. Cette exposition a bien fonctionné et nous avons eu beaucoup de plaisir. Pendant dix ans, nous avons développé la Ville. En passant, j'ai pu contrôler comment les travaux avançaient, c'était chouette! Je remercie les membres du Conseil de ville. Certaines amitiés sont nées, nous nous sommes toujours respectés en parlant, cela était positif.

Ich war kein Polittier, habe die Dinge aber mit offenem und gesundem Menschenverstand angeschaut und beurteilt.

Je quitte le Conseil de ville, c'est triste mais ce qui est positif est que je reste à Bienne. Je continue de m'investir dans mon entreprise, pour ma famille et je lirai le journal tous les jours. L'avenir de la Ville est entre vos mains. Je vous fais confiance, vous vous débrouillerez sans problème! Merci à tous et bonne soirée.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: En cas de nostalgie Marc, la tribune est publique et nos séances sont ouvertes, non seulement au grand public de notre Ville mais aussi aux anciens membres du Conseil de ville. Tu seras toujours le bienvenu pour écouter les débats.

J'aimerais vous rappeler l'ordre des débats de demain. Nous commencerons la séance à 18h00 pour la terminer aux alentours de 19h30, afin que nous puissions nous rendre au Restaurant de la Pétanque pour le repas de fin d'année. Comme je le disais en début de séance, vous n'avez pas besoin de mettre des longues robes et des talons hauts, mais une tenue sportive et élégante. La salle ne sera pas froide, mais le sol pourra éventuellement l'être. Il n'y a pas de chauffage au sol! Vous pouvez laisser les affaires ici jusqu'à demain. Je vous souhaite une bonne fin de soirée et une bonne nuit.

249. Nouvelles interventions

20090426	Dringliches Postulat Thomas Lachat, Fraktion SP Subventionierung der familienergänzenden Betreuung für kleine Einkommen Subventionnement de l'accueil extrafamilial pour les familles à faible revenu	BSK
20090427	Motion Niklaus Baltzer, Fraktion SP Nachhaltige Beschaffungen Acquisitions durables	FIN BAU
20090428	Postulat Salome Strobel, Fraktion SP Veloparkierung Innenstadt / Bahnhofplatz Parcage des vélos au centre-ville et place de la Gare	BAU
20090429	Überparteiliches Postulat Peter Isler, SP, Peter Moser, FDP, Urs Grob, SVP, Daphné Rüfenacht, Grüne Biel Rechtsform des ESB Forme juridique d'ESB	SID GR-Delegation
20090430	Postulat Michèle Morier-Genoud, Groupe socialiste Pour l'égalité des chances lors de l'engagement à la Ville Chancengleichheit bei der Anstellung durch die Stadt Biel	PRA
20090431	Postulat Thomas Lachat, Fraktion SP Strassenbeleuchtung Éclairage des rues	SID
20090432	Postulat Pablo Donzé, Groupe des Verts Bienne Espace public au lieu d'un stand de tir vétuste à la rue du Stand Freiraum statt uralte Schiessanlage an der Schützengasse	FIN BAU
20090433	Interpellation Roland Gurtner, Passerelle Restrictions d'horaires sur la ligne de bus n° 11 Eingeschränkte Fahrpläne bei der Buslinie Nr. 11	BAU
20090434	Überparteiliche Interpellation Alain Pichard, GLP, Martin Rüfenacht, FDP Staatliche Fürsorgegelder für teure Privatschulen? Aide sociale publique pour écoles privées onéreuses?	BSK

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23.45 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Olivier Ammann

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Carole Aeschlimann

Claire-Lise Kirchhof